

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section française de la 4^e Internationale)

Numéro Spécial

MARS 1946

Prix : 10 Francs

SOMMAIRE

Compte rendu analytique des séances
des 30 et 31 Mars 1946 du Comité Central

Présents : Renan, Dunal, Bleibtreu, Marin, Billoux, Michèle, Geoffroy, Laurent, Deschamps, Privas, Boussel, Sylvain, Rodier, Raoul, Darté, Frank, Schwartz, Demazière, Soudran, Francis, Laval.

Suppléants : G. Bloch, Severin, Walter.

Assiste : Blondeau.

I. — Lecture et adoption de l'ordre du jour :

SAMEDI

9 h. à 9 h. 45 : rapport d'activité, BOUSSEL.

9 h. 45 à 10 h. 45 : discussion.

10 h. 45 à 11 h. 5 : rapport de trésorerie, PRIVAS.

11 h. 5 à 12 h. : discussion.

14 h. à 15 h. : commission.

15 h. à 16 h. : rapport politique, BLEIBTREU.

16 h. à 19 h. : discussion.

DIMANCHE

9 h. à 10 h. : Adoption des résolutions.

10 h. à 10 h. 45 : rapport sur la campagne électorale, PRIVAS.

10 h. 45 à 12 h. : discussion.

14 h. à 15 h. 30 : discussion.

15 h. 30 à 16 h. : vote.

16 h. à 17 h. : rapport sur « la Vérité », BILLOUX.

17 h. à 19 h. : discussion et vote.

20 h. 30 à 21 h. 30 : rapport sur le journal, FRANCIS.

21 h. 30 à 23 h. 30 : discussion et vote.

II. — Information de la démission de P..., remplacé par le premier suppléant de la majorité : FRANK.

Rapport d'activité

Le rapport oral développe les idées suivantes :

Ainsi qu'il en a été décidé au Congrès, le Comité Central a élu un bureau politique de 9 membres, qui lui-même a élu un secrétariat de 3 membres, secrétariat dont font partie : Bleibtreu, secrétaire général; Privas, secrétaire d'organisation; Boussel, secrétaire syndical. A l'actif de l'organisation a été remporté un grand succès : « La Vérité » légale. Pour la première fois, malgré des insuffisances, le Parti s'est mobilisé pour la campagne de « La Vérité ». La direction n'a pas considéré les démarches au ministère comme l'essentiel de l'action pour la légalisation de « La Vérité ». Au moment où la bourgeoisie exerçait sa répression contre notre journal « La Vérité » devait sortir. « La Vérité » continua à paraître. D'autre part s'il était nécessaire de mettre en route le dispositif du journal légal, axer tous les préparatifs sur la V. D. T. aurait également abouti à une véritable capitulation. Sur les directives de la direction le Parti organisa sa campagne, la première qu'il mena réellement; tous les organismes du Parti réalisèrent plus ou moins bien, mais réalisèrent tout de même les tâches qui leur étaient assignées : démarches au ministère furent doublées de démarches d'une portée plus large aux organismes du Parti socialiste, de bas en haut. Des listes de pétitions ont circulé. Il est vrai qu'une erreur fut commise dans le texte introductif, où l'on demandait au signataire d'adopter la politique du Parti, en signe de protestation contre l'interdiction de « La Vérité ».

« La Vérité » légale, le Parti la doit à ses militants qui, dimanche sur dimanche, passent la journée au « car », qui continuent la vente malgré la répression stalinienne et policière.

« La Vérité » légale, le Parti la doit à l'Internationale qui réagit vigoureusement par télégramme. En définitive il la doit dans une mesure décisive à son action. Ces choses devaient être dites au premier comité central qui se réunit après le Congrès.

Cependant si du côté de « La Vérité » le bilan est entièrement positif il est indispensable de noter que dans maints domaines la direction ne put animer le Parti comme elle l'aurait dû. La responsabilité principale en incombe au secrétariat qui ne sut se dégager de l'amas de petites tâches qui chaque jour s'amoncellent et qui ne lui ont pas permis d'être le moteur politique du B. P. et du Parti. C'est dans le domaine de l'élaboration politique, de l'animation de la discussion dans le B. P. et dans le Parti que les faiblesses sont les plus grandes. Pas de notes politiques définissant la position du Parti devant les problèmes de l'actualité, pas de véritables discussions à tous les échelons de l'organisation sur ces problèmes. Ainsi la principale question qui domine toute la vie politique de la classe ouvrière, à savoir la question de la production, n'a pas encore été traitée à fond. Et pourtant c'est en analysant ce problème que peut se définir une juste tactique à l'égard du stalinisme, tactique qui permettra au Parti de s'enraciner dans les masses en armant nos militants solidement pour la défense de nos positions.

Deux mois après le Congrès, dans le domaine de l'organisation et principalement des finances, peu de progrès ont été réalisés. Un véritable appareil n'est pas encore construit. Cela aussi a freiné l'activité politique du Parti.

ACTIVITE DES COMMISSIONS

1. *Commission syndicale* : fonctionne normalement ; deux B. I. syndicaux, un bulletin de documentation ont été édités.

2. *Commission jeune* : bilan entièrement positif. Le rapport de Soudran a été adopté à l'unanimité.

3. *Commission agitation propagande* : carence complète dans la préparation des meetings, campagnes, B. I. M. La cause principale réside dans la conception de travail de son responsable.

4. *Journal légal* : les deux derniers numéros rédigés par P. F... ; les autres sous la direction de E... Amélioration journalistique. Faiblesse : « La Vérité » est tombée dans les usines. Le journal doit répondre à tous les arguments staliniens, permettre aux ouvriers d'avoir tous les éléments pour défendre notre politique s'ils la jugent conforme à leurs pensées.

Cadres. — Le rapport de Geoffroy a été adopté par le B. P. Mais l'école des cadres n'a pu fonctionner à cause de la maladie du responsable.

C. C. de sécurité. — Le camarade Demazière n'a pu diriger son secteur faute de directives suffisantes. Le problème du S. O. est essentiel pour le Parti. Il pose la possibilité de se développer dans la classe ouvrière et permet l'application pratique de la politique du F. U.

DISCUSSION

SYLVAIN. — Les carences ont pour cause le sectarisme (lettre au P. S.).

GERARD. — C'est la ligne politique de la majorité qui est fautive.

BILLOUX. — Repousse le rapport car il ne peut faire imputer à la ligne politique les carences de la direction qui n'a pas su ni comprendre l'importance ni utiliser un journal légal. La ligne politique est juste mais la direction n'a pas su l'appliquer.

DESCHAMPS. — Reproche à la direction de ne pas faire suffisamment apparaître le Parti, de trop se contenter de critiquer les autres partis. Insiste sur l'importance du F. U. dans ce but ainsi que pour donner toute sa valeur au travail fractionnel.

RENAN. — Accuse le sectarisme de la direction. Considère

la campagne de légalisation de « La Vérité » comme un bluff : si la bourgeoisie l'a autorisée (ce qui n'est pas sûr) c'est parce qu'elle veut jouer un tour aux staliniens.

GEOFFROY. — Vote contre. Souligne le sectarisme et le manque de plan de travail (exemple : la lettre au P.C.F. pour la défense de l'U. R. S. S. sans action ordonnée dans cette direction). Montre l'hétérogénéité de la majorité qui a une ligne aux congrès et puis plus rien tous les jours.

BLEIBTREU. — Souligne l'importance d'avoir obtenu « La Vérité » dans les délais fixés par le Congrès. Cette campagne a permis de toucher des milieux beaucoup plus larges (P. S., syndicats, pétitions). Montre que ne pas poursuivre la lutte et se replier sur un journal de camouflage eût été une capitulation.

PRIVAS. — Toutes les carences organisationnelles viennent de ce que nous ne nous trouvons pas encore dans les conditions matérielles du parti légal (local, journal). Absolument juste de combattre pour « La Vérité ». Nous n'aurions eut ni un autre journal ni « La Vérité » et nous aurions montré qu'il suffit de taper un peu sur les trotskystes pour qu'ils s'inclinent. On ne peut éduquer le Parti révolutionnaire en capitulant. De plus le Parti s'est éduqué dans l'esprit de la « campagne », c'est très important, c'est l'esprit même du bolchevisme. La grosse carence c'est le manque d'animation politique.

MICHELE. — Accord avec Billoux. Le parti n'a pas su répondre aux préoccupations de la classe ouvrière : salaires, conventions collectives, rendement, ravitaillement, etc...

La nécessité de l'école de cadres (Raoul), de P. V. compréhensibles (Renan) et un nombre fixe de participants au B. P. (Renan), de séances efficaces et bien organisées du B. P. (Rodier), d'un P. V. du congrès, d'une bonne tenue de la permanence a été souligné au cours de cette discussion.

REPONSE DE BOUSSEL :

Sur les questions politiques : manque de textes, de notes, d'explications politiques sur les questions ouvrières, mais pas fautive politique.

Sur la légalisation du journal : c'est la lutte du parti qui l'a obtenue. Par ailleurs le journal est très important, mais ne passe pas avant le parti qui ne peut se transformer en groupes d'amis de « La Vérité » même si cela permettait à cette dernière d'être excellente.

Sur le sectarisme. Oui sur certains points, mais sur d'autres cette appréciation vient d'un critère faux et droitier.

Sur questions d'organisation : manque d'esprit d'équipe dans le B. P. Difficultés matérielles terribles (manque d'argent, de dactylo, maladie, etc...).

Mais « La Vérité » légale est une victoire et un redressement s'opère petit à petit dans le parti.

Le vote signifiera que le C. C. garde sa confiance à la direction ou non.

VOTE DU RAPPORT D'ACTIVITE

POUR, 8 : Bleibtreu, Raoul, Rodier, Bousset, Frank, Deschamps, Dunal, Privas.

CONTRE, 7 : Darté, Michèle, Billoux, Gérard, Sylvain, Renan, Geoffroy.

ABSTENTIONS, 2 : Marin, Laurent.

(Les absents étaient excusés.)

Deschamps et Sylvain sont désignés pour écrire une déclaration qu'une délégation du C. C. ira lire au Congrès du P. S.

Rapport de trésorerie

Vu l'importance de la question c'est le C. C. qui doit définir une orientation.

Du bilan des deux derniers mois il ressort :

- 1) que les frais pour propagande sont trop petits;
- 2) que le petit appareil de permanents n'est pas payé;
- 3) que les décisions du Congrès en matière de trésorerie ne sont pas appliquées:

a) les cotisations, phalanges, ventes, souscriptions des régions n'entrent pas, les régions mordent dessus pour leurs propres frais;

b) les comptes n'arrivent trop souvent qu'avec du retard et rendent impossible l'établissement d'un budget national.

Pas une question technique mais d'orientation politique. On pense dans le parti que le centre doit se débrouiller pour trouver de l'argent. Or, il ne peut en venir que du parti lui-même. Il faut vivre sur la base de collectes faites parmi les sympathisants, et c'est possible! Il faut faire une campagne dans le parti pour vaincre un état d'esprit né de la clandestinité. Les membres du C. C. doivent faire appliquer ces décisions dans leurs régions à tout prix.

Insiste donc sur la nécessité absolue de centraliser les finances. De verser avant toute chose les sommes dues aux centres. D'élargir considérablement le réseau de sympathisants soutenant financièrement le Parti afin de couvrir le budget des régions.

DISCUSSION

BILLOUX. — D'accord avec finances saines. Il faut diminuer le nombre des permanents et ne pas se fixer des tâches trop lourdes. Centraliser.

GEOFFROY. — Impossible de voter le rapport car on ne dit pas comment nous aurons des finances saines. Ni qu'elles sont nos prévisions.

FRANK. — Il faut diviser le budget par région. Il faut constituer un fond de réserve pour les dépenses exceptionnelles.

BLONDEAU. — Listes de souscription ne paraissent jamais. La circulaire impose brutalement les régions pour « le million ».

RODIER. — La R.P. a payé des sommes qui n'apparaissent pas dans le bilan. Un camarade doit s'occuper d'affaires commerciales bourgeoises pour fournir des fonds. Une caisse spéciale pour « le million » est indispensable. Supprimer des permanents, c'est restreindre l'activité politique du Parti.

BLEIBTREU. — Il faut frapper très fort pour briser avec état d'esprit de la clandestinité. Il n'est pas indigne d'accumuler 2 francs et 20 francs. Nous n'aurons d'aide internationale que si nous organisons nos propres finances.

RENAN. — On ne s'est jamais préoccupé de moyens commerciaux. C'est une carence. On gaspille. Manque de confiance dans le centre.

MICHELE. — Je m'abstiendrai. Accord sur les moyens normaux du parti, mais on ne veut voir qu'eux, c'est faux.

DESCHAMPS. — On cite l'Amérique pour les collectes chez les sympathisants. Mais il y a une différence de richesse. Il faut des moyens commerciaux.

*

**

REPOSE DE PRIVAS

On ne peut faire apparaître la nature des entrées et sorties quand les régions ne nous en informe pas (R. P.). Il est faux que l'imposition ait été faite brutalement, relisez les circulaires, au contraire, pleines de formes sur ce point.

Il ne faut pas mélanger! Il faut aujourd'hui marquer une orientation et sans restriction, celle des finances saines dans et par le parti. Je demande qu'on vote dans ce sens.

RESOLUTION PRESENTEE PAR PRIVAS

Le C. C. approuve le rapport de trésorerie qui met en lumière l'absence quasi-complète de la centralisation de la trésorerie.

Le C. C. doit entreprendre dans le parti une campagne pour combattre l'idée néfaste que le parti peut vivre de ressources exceptionnelles. Ses ressources sont: les cotisations; les phalanges; les souscriptions.

POUR, 7. Privas, Bleibtreu, Marin, Boussel, Frank, Dunal, Renan.

CONTRE, 5: Sylvain, Gérard, Geoffroy, Michèle, Billoux.
ABSTENTIONS, 5: Laurent, Raoul, Rodier, Darté, Deschamps.

2). Le C. C. insiste sur la nécessité d'appliquer immédiatement les décisions du Congrès en ce qui concerne l'organisation intérieure des finances du parti; la *centralisation* des cotisations, des phalanges et de vente matérielle, etc..., sinon aucun budget ni bilan, ni vie normale du Parti ne pourraient être établis (unanimité).

RESOLUTION PRESENTEE PAR GEOFFROY

1° Après ce qui a été dit au nom du rayon de l'Isère et de la R. P., le C. C. considère que la tenue des comptes par la trésorerie centrale n'est pas correcte:

a) Elle ne fait pas apparaître les chiffres fournis sur les bilans (même lorsqu'ils n'expriment pas des rentrées effectives dans la caisse centrale), mais seulement les rentrées en caisse qui ne sont qu'une fraction de ce qu'ont fourni les camarades.

b) Elle ne fait pas plus apparaître les sorties qui correspondent à des dépenses imputables normalement à la caisse centrale (même lorsque les sommes ne sortent pas effectivement de cette caisse), mais seulement des sorties effectives.

Ainsi c'est le livre de caisse de la trésorerie et non un bilan national qui a été présenté au C. C.

Le C. C. donne mandat au secrétariat de réaliser immédiatement le contrôle sur bilans régionaux et de rayons des finances de tout le parti. Ce bilan devra faire apparaître en particulier quelles ont été les dépenses des régions et rayons et celles de la caisse centrale (4 pour: Gérard, Sylvain, Rodier, Geoffroy; 12 contre; 1 abstention, Bleibtreu (refus de voter)).

2° Au prochain C. C. et, entre temps à la fin de chaque mois au B. P., la trésorerie devra fournir, outre le bilan des dépenses, un budget prévisionnel. C'est seulement par comparaison entre les dépenses prévues et les recettes prévues qu'on peut établir la politique financière du parti en général, de chaque région et rayon en particulier (unanimité).

3° Une commission du C. C. composée des camarades Privas, Deschamps, Renan et Demazière (1), examinera au cours du C. C. du 30 mars l'organisation des ressources. Ses conclusions seront communiquées au B. P. par écrit (8 pour; 4 contre; 5 abstentions).

*

**

SEANCE DU SAMEDI APRES-MIDI

Rapport politique

L'objet de ce rapport n'est pas de dresser un nouveau tableau de la situation internationale et française. Partant de l'analyse donnée par le Congrès nous devons examiner concrètement les changements intervenus depuis ce dernier et déterminer les lignes essentielles de notre politique dans les élections de juin.

Pourquoi devons-nous participer aux élections ?

La bourgeoisie met à notre participation aux élections des obstacles quasi insurmontables. Mais nous sommes décidés à les surmonter aux prix des plus durs sacrifices.

Pourquoi ?

Il ne s'agit pas d'une fièvre électoraliste ni d'un ralliement aux méthodes parlementaires.

Mais la campagne électorale menée avec la volonté d'avoir des élus représente pour notre petit parti:

a) Une tribune d'où nous pourrions nous adresser à des millions de prolétaires avec des moyens infiniment plus grands que ne le permettraient nos seules forces.

b) Une étape décisive pour la légalisation et la construction du P. C. I.

Cette démonstration de force du P. C. I. fera plus pour hâter la crise des vieux partis que des années de propagande et que la meilleure politique fractionnelle.

Au contraire, une attitude d'expectative ou de capitulation en face des difficultés signifie non seulement le renoncement à ces immenses possibilités mais aussi un recul du Parti dans les masses et sa démoralisation.

Faire la campagne sans candidature est un leurre : la campagne de Neath a coûté 700.000 francs.

Après sept mois d'expérience de la coalition gouvernementale dont nous avons prévu et expliqué pas à pas les conséquences catastrophiques pour les masses, notre propagande doit pouvoir mobiliser un large courant et influencer de larges masses. Avoir des élus, ce qui doit être possible, c'est renforcer considérablement non seulement le P. C. I. mais toute l'Internationale.

La situation mondiale.

Un an après la fin de la deuxième guerre mondiale, la crise du monde impérialiste va en s'approfondissant. Les moteurs en sont d'une part la désorganisation complète du marché provoquée par la ruine des continents entiers et par le développement sans précédent des forces productives (doublées aux U. S. A.) au cours du conflit.

D'autre part la tendance de l'économie américaine à dominer le monde, tendance qui s'oppose à l'établissement d'un équilibre comparable à celui de Versailles et qui prolonge dans la paix impérialiste les effets subversifs de la guerre impérialiste.

La crise révolutionnaire bien qu'ayant abouti en plusieurs pays à une guerre civile ouverte, mûrit beaucoup plus lentement que celle qui suivit la première guerre mondiale. Avant de bouleverser le monde elle bouleversera les schémas des dogmatiques.

Nulle part le prolétariat n'a subi de défaite décisive. Les forces de la Révolution s'accumulent dans le monde entier, dans des secteurs qui ne connurent que de faibles remous en 1918.

U. R. S. S.-U. S. A. — La situation reste dominée par l'antagonisme U. R. S. S.-Amérique. A peine terminées les grèves de la métallurgie — par la victoire des grévistes qui est aussi une victoire du Parti de la IV^e Internationale — l'impérialisme américain rompt la trêve des Trois Grands et passe à l'offensive diplomatique combinée au chantage militaire contre l'U. R. S. S., menant une véritable guerre des nerfs sur des affaires d'espionnage, sur les mouvements de l'Armée rouge en Iran et charge Churchill de sonner le tocsin pour la croisade antisoviétique.

Le Parti est sans réserve pour la défense de l'U. R. S. S. contre l'impérialisme. Sur cette base il met en avant sans relâche une politique de Front unique avec le stalinisme pour des objectifs limités : dénonciation de la campagne antisoviétique, sabotage d'une intervention directe ou indirecte contre l'U. R. S. S. L'U. R. S. S. se défend contre l'encerclement capitaliste. L'Iran comme les pays baltes n'est pas une zone d'expansion impérialiste, mais une position stratégique rendue nécessaire par la politique de Staline.

Mais en même temps il dénonce la politique d'entente avec les impérialistes et de barrage à la Révolution pratiquée dans tous les pays par la bureaucratie et qui ouvre la voie à la guerre antisoviétique. Il dénonce les méthodes empruntées à l'impérialisme (annexion de l'Iran) qui est la conséquence logique de sa peur de la Révolution.

D'autres problèmes se posent avec une acuité nouvelle à l'échelon international :

D'abord la guerre coloniale. — Dans le cadre de l'immense

mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, nous assistons

aux Indes aux premières escarmouches de la guerre d'émancipation ;

en Indochine, la guerre des partisans continue avec une extrême violence.

L'accord du 6 mars n'est qu'une étape de cette guerre qui ne peut se terminer que par le retour à la domination impérialiste ou par l'indépendance totale de l'Indochine sous la direction des soviets, d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Le compromis actuel est une trêve imposée par l'impérialisme français afin de conquérir sans perte de biens des positions stratégiques essentielles.

Il constitue, malgré la lutte que poursuivent héroïquement les masses une étape vers la défaite du peuple indochinois.

Le gouvernement du Viet Mint a été amené à ce compromis désastreux par la conjonction de :

1° L'inertie du prolétariat de la « Métropole ». La C. G. T. n'a pas organisé la moindre action de solidarité. Des grèves isolées ont eu lieu, les motions ont été votées, mais contre la volonté des cadres syndicaux.

2° L'accord passé entre la bourgeoisie de Tchoung-King et Meyrier, émissaire de l'impérialisme français, le 28 février 1946 relatif à l'évacuation du Viet Nam par les troupes de la bourgeoisie chinoise.

3° Les pressions de la bourgeoisie Viet-Namienne qui par crainte de la révolution prolétarienne préfère s'entendre avec l'impérialisme pour quelques miettes de profit. (Le mouvement nationaliste bourgeois dispose de 4 sièges sur 9 dans le gouvernement Ho-Chi-Minh.)

4° La politique capitularde des staliniens indochinois qui après avoir sacrifié les intérêts du prolétariat sur l'autel de la patrie et de la RACE sacrifie ceux-ci à la bonne entente avec les impérialistes.

La situation en Indochine est caractérisée par une dualité de pouvoir entre les soviets et les milices d'une part et le gouvernement du Viet-Minh bourgeois national à majorité stalinienne d'autre part.

La tâche du Parti est :

1° De montrer concrètement que les tâches de la révolution démocratique bourgeoise aux colonies ne peuvent être réalisées que par la révolution prolétarienne ; « ceux qui sont pour l'indépendance totale ce sont les ouvriers » ;

2° De tirer les leçons de la politique social-impérialiste des partis ouvriers de collaboration de classe et de montrer les conséquences pour les ouvriers français d'une défaite du peuple annamite dans sa lutte antiimpérialiste ;

3° De mettre énergiquement en avant les mots d'ordre :

- évacuation immédiate des troupes impérialistes d'Indochine ;
- indépendance immédiate de l'Indochine ;
- rattachement de la Cochinchine à la République Indépendante du Viet-Nam.

L'Allemagne.

Sans entrer dans l'analyse de la renaissance du mouvement ouvrier en Allemagne (émeutes de la faim à Hambourg la ville rouge), de profondes modifications s'y opèrent qui auront leur répercussion sur l'évolution de la crise française.

Le plus important est : la reconstitution et la reconcentration du prolétariat allemand atomisé par la destruction des cités industrielles et la déportation.

L'industrie allemande dispose mensuellement de 4 millions de tonnes du charbon de la Ruhr et du bassin rhénan (contre un million au total pour l'industrie française).

Les 3 grandes puissances qui occupent l'Allemagne patronnent chacune à sa façon la remise en route de son industrie civile qui devrait atteindre son plein rendement en 1949.

Dans la zone russe d'occupation au milieu de la famine aggravée par les millions de réfugiés de l'Est, l'industrie reprend pour le rééquipement de l'U. R. S. S. : l'industrie des machines-outils fonctionne à 25 % de son potentiel. L'U. R. S. S. et l'Angleterre importent dans cette zone 100.000 tonnes de charbon par mois.

Cette politique de remise en marche de l'économie allemande pour en obtenir des réparations et ouvrir un marché rentable va de pair avec des mesures politiques visant à atténuer les effets désastreux de la division en 4 zones d'occupation étanches.

Le P. C. A. et la bureaucratie soviétique se sont prononcés nettement pour l'unité allemande.

De la zone russe ont été annoncés :

1° *Le retrait des unités d'occupation de l'Armée Rouge et leur remplacement par des unités de polices moins lourdes pour l'économie du pays;*

2° *L'autonomie administrative de Berlin, sans que, bien entendu, se ralentisse le pillage systématique de la production et même des entreprises existantes.*

L'impérialisme français s'oppose de toutes ses forces à l'unité allemande et demande l'« internationalisation » de la Ruhr et de la Rhénanie, des prélèvements massifs sur la production houillère.

Le P. C. F. adopte sous sa forme la plus virulente le point de vue des capitalistes et entre en conflit avec le P. C. A. soutenu par Staline. La « nationalisation » des anciens partis de l'I. C. porte ses fruits.

Ces faits doivent être pour notre Parti l'occasion de combattre le chauvinisme et d'opposer à l'impuissante et réactionnaire revendication sur le charbon allemand le mot d'ordre très concret des *Etats Unis Socialistes d'Europe* dont l'économie allemande constitue l'épine dorsale.

L'Espagne.

Le Parti doit entreprendre une agitation soutenue en faveur de la rupture avec Franco à travers laquelle il montrera comment les impérialistes du monde entier soutiennent Franco et comment les dirigeants staliniens et réformistes refusent de s'engager dans une action d'envergure et soutiennent le gouvernement bourgeois de Giral contre le danger de la Révolution.

Italie.

Prolétariat non battu. Contre les prophètes du recul en Italie, les élections manifestent une poussée à gauche. Deux tiers des voix aux partis ouvriers.

Grèce.

Prolétariat non battu. Radicalisation extrême. Guerre civile larvée. Grèves générales et manifestations de masses.

La guerre impérialiste n'a pas épuisé ses effets et de nouveaux bouleversements viennent aggraver les effets du choc armé.

Dans le monde entier les masses se mettent en mouvement.

En France, la lutte des masses et le stalinisme.

Dans cette situation de crise révolutionnaire mondiale, l'entrée en lutte du prolétariat français serait un élément accélérateur puissant. Mais malgré des conditions objectives éminemment révolutionnaires, on constate dans la classe ouvrière française une *inertie* et un retard de la conscience qui ont donné lieu à toutes sortes d'interprétations :

Pour les camarades minoritaires, il s'agirait d'une modification qualitative du prolétariat résultant de la barbarie impérialiste et imposant dans une mesure très peu précise des « assouplissements » de nos mots d'ordre.

« Des luttes plus larges à un niveau plus bas ».

En réalité, ce qui caractérise la situation, c'est au contraire que *les masses n'ont pas engagé la lutte.*

Et la seule cause en est le poids écrasant du stalinisme. Le P. C. F., ne l'oublions pas, est le plus fort parti stalinien du monde entier.

La répartition géographique des luttes pour les salaires ou le ravitaillement correspond aux points où le stalinisme est le moins accroché.

La répartition sociale le démontre avec plus de précision encore : les couches les plus actives sont les fonctionnaires, les instituteurs, les ménagères, les mineurs du Nord (tradition réformiste) les imprimeurs et dockers (tradition anarcho-syndicaliste).

Dans les couches prolétariennes les plus concentrées, la bureaucratie frappe impitoyablement contre tout esprit combattif.

A-t-elle réussi ?

Dans une certaine mesure : oui : elle a réussi à éloigner de la lutte les larges masses de syndiqués. Mais d'autre part, elle a de plus en plus à faire face à la révolte gauchiste des éléments les plus politisés et en premier lieu de sa propre base.

L'immense pyramide bureaucratique qui va du ministre d'Etat Thorez, et de Gazier au métallo gauchiste porte en elle de terribles contradictions qui sont le reflet de l'opposition croissante des intérêts de classe.

C'est l'intégration complète des bureaucraties syndicales et des partis ouvriers à l'appareil d'Etat qui permet seule à la bourgeoisie de maintenir les apparences de la démocratie parlementaire.

Dans cette nouvelle République de Weimar (*mais sans défaite ouvrière!*), l'entrée en lutte des masses contre la bourgeoisie ne pouvant se faire qu'en rupture avec les partis traîtres chevillés à la coalition, posera très rapidement le problème de la nouvelle direction prolétarienne.

En développant notre programme de lutte de classes, nous mettons en lumière la trahison stalinienne et réformiste. Une délimitation particulière est superflue et ne peut prendre que la forme de l'anti stalinisme qui nous fait perdre l'oreille des masses. Le reproche essentiel que nous faisons aux staliniens et réformistes c'est le refus de rompre leur alliance avec la bourgeoisie.

Notre rôle n'est pas de défendre d'un côté les revendications minimum et de l'autre une propagande générale pour le socialisme mais de montrer que dans la période présente la lutte pour les conditions de vie se confond avec la lutte contre le régime et avec la préparation de la révolution socialiste. Ouvrir aux masses la voie du retour aux méthodes de lutte de classes, telle est notre tâche. C'est par elle que nous pourrions faire comprendre la nécessité du Parti révolutionnaire et envoyer à la Chambre des députés trotskystes.

Produire.

Ouvrir la voie du retour aux méthodes de lutte de classes c'est d'abord répondre au mot d'ordre de la bourgeoisie : *produire d'abord.*

C'est-à-dire combattre l'illusion qu'en renonçant à la lutte les ouvriers font plus pour leurs conditions d'existence, préparent mieux la remise en route de l'économie et l'amélioration de leurs salaires qu'en faisant la grève.

Tous les partis, du P. R. L. au P. C. F. feront de la campagne électorale un hymne à la production et à la renaissance française. Sur ce fond se détacheront les notes plus aiguës de la démagogie traditionnelle : plus de pain et de beurre, un vrai blocage des prix, des salaires mieux adaptés au coût de la vie, la lutte contre les trusts... mais *d'abord travailler, travailler!*

Dans les masses, le mot d'ordre « produire » a perdu une partie de son crédit et fait figure d'*ultimatum*. De larges couches ouvrières, y compris des militants staliniens sont prêts à accepter d'être mis hors la loi établie par la terreur bureaucratique.

La situation catastrophique de l'économie française qui a plongé les masses dans une misère plus profonde qu'aux heures les plus dures de l'occupation, la chute de leur pouvoir d'achat au niveau de 1868 les pousse invinciblement à la grève.

Les théoriciens de la production

Pour combattre ces tendances, la propagande stalinienne entreprend un vaste effort de justification théorique de la collaboration de classes pour la production et de révision des notions de base du marxisme :

Produire :

- pour assurer la renaissance française ;
- pour déjouer les manœuvres des trusts qui sabotent ;
- pour mener à bien l'expérience des nationalisations ;
- pour permettre l'augmentation des salaires en augmentant le revenu national ;
- pour empêcher l'ingérence américaine et la semi-colonisation de la France.

PARCE QUE PRODUIRE C'EST LA FORME ACTUELLE DE LA LUTTE DE CLASSES !

Les militants du Parti dans les usines et dans les réunions électorales doivent pouvoir répondre à ces arguments vieux comme le réformisme mais présentés sous une phraséologie nouvelle.

Notre position fondamentale.

Toutes nos réponses, y compris dans l'agitation doivent être guidées par la position fondamentale du marxisme. Partir du niveau de conscience des masses, ce n'est pas partir de la falsification stalinienne, mais des besoins et des aspirations réelles des masses.

Ces aspirations dans la situation économique nouvelle née de la guerre sont profondément révolutionnaires car elles ne peuvent pas trouver leur satisfaction dans le cadre du régime capitaliste.

Fondamentalement, nous repoussons toutes les tentatives de replâtrage de l'économie capitaliste dont le seul effet, au stade de l'impérialisme décadent, est de briser l'assaut des masses pour le pouvoir sans leur assurer le minimum vital ni élever les forces productives.

Le démarrage de la production et le développement des forces productives ne sont possibles que par la planification de l'économie par la classe ouvrière. Il ne peut être question de dire qu'il suffit de corseter le régime capitaliste avec le contrôle ouvrier pour assurer une production accrue. En fait, la planification ne peut devenir une réalité que par l'expropriation des capitalistes, stabilisée et défendue par la dictature du prolétariat.

Le contrôle ouvrier est réalisable pendant une courte période de double pouvoir en régime capitaliste, mais en définitive, son rôle est surtout éducatif : permettre aux ouvriers de prendre conscience du mécanisme de l'exploitation capitaliste et en même temps de faire l'apprentissage de la gestion des entreprises.

Les mots d'ordre de plan et de contrôle ouvrier ont un contenu transitoire et révolutionnaire élevé en ce sens que, partant des revendications élémentaires des masses (salaires et élévation du pouvoir d'achat) il amène les masses à engager la lutte pour l'expropriation des capitalistes et pour le pouvoir.

C'est bien autre chose que des recettes pour une économie malade. A la sauce réformiste, ces mots d'ordre apparaissent non seulement comme une surenchère démagogique, mais comme totalement incompréhensibles.

En principe tout le monde sera d'accord avec cet A. B. C. ; mais dans l'application il est fait place très souvent à des formulations opportunistes : « Produire oui, mais sous contrôle ouvrier ». « Produire pour les travailleurs ».

Un travail d'élaboration et d'éclaircissement collectifs sont indispensables pour aborder dans la clarté sur ce point la campagne électorale. Il s'agit d'un véritable réarmement du Parti.

La première chose à faire, c'est de réexpliquer dans le Parti la doctrine économique de Marx sur la Production, les salaires, les prix et les profits. Les cours de cadres doivent commencer par là. D'immenses matériaux nous sont fournis par la lutte de l'I. C. contre les tentatives de replâtrage des réformistes après la première guerre mondiale.

Produire pour relever la France.

La politique de production des staliniens et des bourgeois a fait faillite au bout d'une expérience de 19 mois. L'étude de chiffres et statistiques de production doivent fournir à tous les camarades les éléments de démonstration de cette faillite.

« La bataille du charbon est gagnée ! » c'est-à-dire que 60 % des besoins totaux sont assurés (production 1938). Mais sur ces 60 % la plus grande partie est absorbée par des services incompressibles (chauffage, éclairage, transport, etc...) Le reste ne permet de couvrir que 30 à 45 % des besoins de l'industrie. La répartition du charbon se fait sans plan. Le potentiel humain des mineurs est sérieusement entamé : l'absentéisme pour cause de maladie est passé de 1 à 2 et par accident de 1 à 3.

Tout est à l'avenant.

Vingt-six hauts fournaux contre 101 en 1938.

Les industries de base, fonte, acier, produits sidérurgiques oscillent entre 35 et 45 % de leur niveau d'avant-guerre avec une progression insensible. L'industrie des transports a un niveau plus bas encore : automobile, 35 % ; locomotives, 26 % ; wagons, 20 %.

Cette stagnation de la production bien au-dessous du niveau de 1938 ne rend pas compte de leur niveau réel face au besoin général de rééquipement de l'industrie de transformation et des transports.

Dans les industries légères le pourcentage est extrêmement bas, face à une demande impérieuse.

Textiles : 40 % de 1938.

Chaussures : 40 % (1/4 de la production du cuir va directement au marché noir).

Pourquoi la production est-elle stagnante ?

Le propre du régime capitaliste c'est que les capitaux ne sont pas investis en fonction des besoins réels du marché mais là où le profit est le plus élevé. Ce qui dès avant la guerre avait donné naissance à une crise permanente devient un obstacle insurmontable à la reconstruction capitaliste de la France.

Y a-t-il un sabotage des trusts ?

Les chiffres qui précèdent montrent que le bas niveau de production est à peu près le même dans toutes les branches. Est-il imputable à un sabotage des trusts ? Le problème n'est pas de savoir si un patron fasciste ou un chef de service pétainiste pratiquent la politique du pire pour saboter la politique du gouvernement, mais la suivante :

La production est-elle ou non entravée par une politique d'ensemble du capital financier et plus particulièrement de sa branche attachée à la production lourde ? Les chiffres démontrent le contraire. La stagnation de l'une et de l'autre traduit la même gangrène du cycle de production. Le « malthusianisme » de l'industrie lourde, autre expression en lan-

gage savant du sabotage des trusts n'est autre que l'incapacité du capitalisme à surmonter les conséquences de la guerre. Voir dans la tendance traditionnelle de l'industrie lourde à l'autarcie une forme de malthusianisme, c'est ne pas comprendre que précisément la politique d'autarcie se traduit par un besoin plus grand d'augmenter le rendement du travail et de diminuer la part des ouvriers dans le revenu national afin de reconstituer la masse du capital et de pouvoir acheter matières premières et outillage sans passer par les conditions de l'impérialisme américain. LE MOT D'ORDRE PRODUIRE C'EST LE MOT D'ORDRE DE LA BOURGEOISIE ET PLUS PARTICULIEREMENT LE MOT D'ORDRE DES TRUSTS.

Le sens du mot d'ordre Produire, c'est les bas salaires (ne pas revendiquer) et la surexploitation par LES HEURES SUPPLEMENTAIRES dont Croizat élève le plafond de 54 à 60 heures et le SALAIRE AU RENDEMENT (expliquer et ne jamais perdre de vue que le salaire de l'ouvrier n'est pas une fraction de la valeur de son travail, mais le minimum vital fixé par la lutte des classes).

Le résultat n'est pas le développement de la production mais l'élévation de la plus-value.

Ainsi, sans accroissement sensible de la production de janvier à juillet 1945, le chiffre d'affaires officiel mensuel s'est accru de 122 % alors que le salaire moyen ne s'est élevé que de 53 %. Cette hausse du chiffre d'affaires traduit la hausse des prix qui montent beaucoup plus vite que la production.

La propagande officielle nous explique que le développement de la production va permettre la stabilisation des prix. Il faut s'attendre à l'évolution inverse car si le chiffre d'affaires moyen s'est élevé en six mois de 122 %, dans les industries de base, il a fait un bond de 360 %. Avec le retard habituel, cette hausse se répercutera dans les prix de l'industrie de consommation et aboutira fatalement à une crise de surproduction relative du fait des prix prohibitifs pour l'exportation et de l'effondrement du pouvoir d'achat des masses. « Travailler, produire » aboutit en définitive à la misère et à l'arrêt de la production.

Produire pour l'indépendance française.

Ce slogan démagogique couvre une politique commune à certaines fractions de la bourgeoisie et au stalinisme : une tentative désespérée d'économie autarcique. En réalité, même cette basse productivité de l'économie française en 1945 n'a pu être assurée qu'au prix d'un déficit de la balance des comptes de 216 milliards de francs couverts à 60 % PAR LES EMPRUNTS ETRANGERS (les 40 % restants, l'étant par la vente des devises et par l'exportation d'or).

Le déficit pour 1946 serait, à conditions égales de 408 milliards de francs, c'est-à-dire *plus de trois fois la valeur du stock or* ! La liquidation des avoirs français à l'étranger, base du système usuraire de l'impérialisme français, ne couvrirait que 42 % de ses déficits. Et le problème du rééquipement ne serait pas pour si peu résolu. L'impérialisme français est donc au bord de la catastrophe. Deux solutions seulement lui restent : la politique de grandeur de de Gaulle, c'est-à-dire l'autarcie réalisable que par la dictature fasciste. Le rapport des forces à l'intérieur et le veto américain éliminent pour le moment cette solution.

La deuxième et seule solution effective c'est l'emprunt américain avec toutes ses conséquences. Léon Blum porte tous les espoirs de la bourgeoisie française. Mais la mission est difficile : tout demander et ne rien offrir en échange. En effet, il demande un prêt de 2 1/2 milliards de dollars (270 milliards de francs), l'abaissement des tarifs douaniers américains et le droit pour la France de rétablir pendant cinq ans les barrières douanières de 1938 (25 %) d'ailleurs insuffisantes pour protéger l'agriculture française.

La seule garantie qu'il offre (à en croire *Le Monde*) c'est... le charbon de la Rhur. Wall-Street n'a pas attendu cette offre désintéressée pour mettre la main sur l'industrie minière allemande. C'est un droit tout moral que la bourgeoisie française peut concéder. Tel est le sens du discours de Gouin à Strasbourg.

Il est possible que les banquiers américains accordent une partie de l'emprunt, ce qui ne résoudra aucun problème, en particulier celui de l'outillage. Mais la condition préalable sera l'ouverture du marché national et impérial français à l'exportation américaine (qui adapte déjà ses modèles à l'Europe), la cession de base, la soumission de l'économie française aux directives de la Banque Internationale », c'est-à-dire de Wall-Street, enfin l'inféodation politique dans un bloc anti-soviétique.

L'Angleterre a dû accepter ces conditions, la Belgique s'offre à devenir comme l'Italie l'atelier de montage des produits américains. Le seul atout des derniers partisans de l'utopie autarcique, c'est la défiance de Wall-Street envers la rentabilité du marché français.

Mais au bout du compte il n'y a pas d'autre solution dans le cadre du capitalisme (le rééquipement de l'industrie française par ses propres moyens serait achevé en 1969).

BRISER LA LUTTE DES MASSES AU NOM DE LA PRODUCTION C'EST TRAVAILLER AU BLOC ANTISOVIETIQUE et à la mise en tutelle de l'économie française par l'impérialisme yankee.

Produire, devoir de classe.

L'hypothétique sabotage des trusts permet aux staliniens de conclure non pas qu'il faut le *contrôle ouvrier* mais travailler plus, faire des heures supplémentaires, ne pas revendiquer, accepter le travail au rendement. La production en régime capitaliste ne dépend pas du rendement individuel de l'ouvrier. Aucun problème de main-d'œuvre ne se pose en France. Les licenciements sont à l'ordre du jour.

En regard de cette gangrène profonde de l'économie bourgeoise la GREVE n'entraînerait que des perturbations superficielles mais ouvrirait la voie aux véritables solutions du problème de production : plan et contrôle ouvrier.

Produire pour les masses.

Le gouvernement fait miroiter l'espoir de plan « d'utilité sociale » pour le développement de la production d'objets de consommation. Mais 2 millions de paires de chaussures seulement sont sorties en janvier sur un programme de 46 millions pour 1946 et le gouvernement s'avoue impuissant à empêcher les fuites importantes sur le marché « parallèle ».

Mais : le programme de reconstruction déjà reporté de 1945 à 1946 est abandonné et les crédits tombent de 150 milliards de francs 1939 à 2 milliards de francs 1946 (1/6 du franc 1939).

Mais le secteur de vente libre et de fabrication pour les objets de luxe est encouragé.

L'incohérence du ravitaillement illustre clairement ce fait que le capitalisme français n'est même pas capable de distribuer ce qui existe aux consommateurs (exemple en 1945 : production de 6 milliards d'œufs contre 4 milliards en 1938).

Conclusion.

La courbe de production suit une ascension imperceptible. La désorganisation accrue de l'économie, l'usure extrême de l'outillage, l'hémorragie financière, les exigences américaines, placent la France au bord de la catastrophe économique.

Inutile de rechercher la cause dans le sabotage des trusts sans patrie. Combattre cette idéologie de falsification.

Nos mots d'ordre économiques transitoires prennent un sens concret et immédiat de lutte de classes. Les concrétiser et les populariser dans ce sens.

L'axe Politique de notre propagande

Le P. C. I. ne se désintéresse pas des problèmes de production qui se posent effectivement dans la période présente.

Mais nous ne partons pas d'un problème de la production en soi. Celui-ci ne peut être abordé que sous l'axe général de **LA LUTTE POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES MASSES** qui est le véritable problème, la véritable préoccupation des ouvriers. Cette lutte prend le caractère impérieux de défense contre la déchéance physique de la classe ouvrière. Résultat de la guerre impérialiste et de 19 mois de coalition gouvernementale.

Le P. C. I. est le parti des revendications ouvrières. C'est de cette préoccupation centrale que découlent les mots d'ordre :

d'échelle mobile ;

de plan et de contrôle ouvrier ;

de rupture de la coalition entre les classes depuis l'usine jusqu'au gouvernement.

Augmenter le pouvoir d'achat des masses de manière conséquente n'est possible que par des mesures s'attaquant aux bases mêmes du régime capitaliste : le contrôle ouvrier pour l'application d'un plan de la C. G. T., l'expropriation de l'ensemble du crédit, des industries de base et des grosses entreprises de transformation sous contrôle ouvrier (les exemples de l'incohérence capitaliste, les statistiques doivent nous permettre de toujours montrer concrètement comment l'intervention du contrôle ouvrier pourrait se manifester).

L'augmentation du pouvoir d'achat des masses par un développement de la production n'est possible que par ces mesures qui nécessitent une lutte conséquente de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Le P. C. I. soutient sans réserves toutes les manifestations ouvrières qui mobilisent les masses dans ce sens, et en premier lieu la grève, quelles que soient les perturbations momentanées qu'elle peut introduire dans l'économie.

Il serait faux de dire qu'un tel programme puisse être opérant sans importations étrangères. Le P. C. I. n'accepte ni la capitulation et la tutelle de l'impérialisme américain ni les revendications impérialistes sur la Ruhr et la Rhénanie. Ces problèmes que la bourgeoisie n'a pas la force de résoudre nous permettent de faire la démonstration que les barrières nationales sont un obstacle à toute remise en route de la production et de faire la démonstration de la nécessité concrète et impérieuse de l'internationalisme prolétarien et de la réalisation des *Etats-Unis Socialistes de l'Europe*. Balkanisation ou Révolution Socialiste !

Le mot d'ordre de l'échelle mobile

trouve dans les masses un écho grandissant. Son succès avait contraint les sommets syndicaux à l'inclure sous une forme mutilée dans le projet national de conventions collectives (article 41) puis de le faire disparaître en raison de la résonance inquiétante qu'il a trouvée immédiatement dans la masse des syndiqués. Ce mot d'ordre immédiat doit être expliqué dans toute sa signification réelle : le contrôle ouvrier sur les prix, ébauche de dualité de pouvoirs dans le pays et l'entreprise, la mobilisation et la vigilance des masses sont les conditions nécessaires à son application.

L'échelle mobile n'est pas une recette, mais un mot d'ordre révolutionnaire et transitoire. Privée de ce sens, elle apparaît comme utopique et démagogique.

Ravitaillement.

Le Parti doit reprendre une campagne active sur le ravi-

taillement qui pose de manière aiguë le problème des comités populaires de contrôle du ravitaillement et celui du plan de production pour le rééquipement agricole.

Gouvernement P. S.-P. C.-C. G. T.

Ce mot d'ordre est le couronnement de notre programme transitoire en vue de la satisfaction des besoins des masses. Comme l'a précisé le Congrès, il ne s'agit pas d'une nouvelle combinaison parlementaire, mais d'une rupture effective de la coalition avec la bourgeoisie et la mobilisation des masses pour imposer à la bourgeoisie et aux directions ouvrières un gouvernement de lutte anticapitaliste contrôlé par les travailleurs.

Cette revendication s'appuie sur 19 mois de collaboration de classes et de ses résultats désastreux pour les masses. Les partis ouvriers depuis le départ de de Gaulle disposent de la majorité au gouvernement. Et pourtant sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur (Indochine) il continue la politique de de Gaulle comme le font les travaillistes en Angleterre et les socialistes en Belgique. Châtrer notre mot d'ordre de son contenu transitoire (gouvernement ouvrier-paysan) c'est là encore le rendre démagogique et incompréhensible.

Toute notre propagande électorale doit lier les revendications immédiates à la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la dictature du prolétariat.

Le problème du parti, le recrutement.

La question du Parti ne peut être escamotée dans notre propagande. Le P. C. I. n'est pas un professeur de révolution mais l'âme nécessaire au prolétariat. Appeler à l'adhésion.

Partis.

Les sept mois de Constituante auront sérieusement mis à l'épreuve les partis de gouvernement. Dans l'ensemble ils ont « appliqué leur programme » : le programme du C. N. R. Mais celui-ci s'est montré totalement inopérant.

En prévision des élections les partis tentent une manœuvre en retrait et cherchent à renouveler leur langage. Le tournant est à leur ordre du jour.

Les partis bourgeois.

Les groupements de résistance ont vécu. La loi électorale sonne leur glas.

Le M. R. P. montre son véritable visage : celui d'un groupement disparate qui a bénéficié d'un front unique très provisoire de la bourgeoisie. Il fera les frais des futurs regroupements.

Il cherche à se survivre en rectifiant sa position sur l'échiquier politique. La pseudo-crise qu'il a développée sur les questions constitutionnelles avec la ferme volonté de rester dans la coalition n'a pas d'autre but : faire la démonstration de sa non-responsabilité dans les échecs de la politique gouvernementale.

Les Radicaux remis sur pied par un effort touchant du P. C. F. à la recherche d'un allié et d'un alibi bourgeois doit tirer de sa virulente opposition au gouvernement une position renforcée. M. R. P. et P. S. devront lui céder des électeurs.

Le P. R. L. nouveau venu pose sa candidature à la succession du M. R. P. et il faut s'attendre à ce que les prochaines élections le renforcent considérablement de toute l'aile pétainiste du M. R. P. Il serait faux de le considérer comme un parti fasciste. Il ne constitue qu'une étape intermédiaire vers le regroupement fasciste.

En effet, son point de départ est la droite parlementaire la plus traditionnelle. Son programme est celui de la réaction classique : libéralisme économique (contre les nationalisations), république forte avec Sénat, liberté de l'enseigne-

ment ; pour un travail et une production accrues, promesses aux paysans, représentation de la famille, la femme au foyer, la défense de l'Empire, xénophobie et surtout anticommunisme, soutien de Franco.

Sa démagogie ne va pas loin : lutte contre les trusts, mais pas d'anticapitalisme, pas d'antisémitisme, pas d'antiparlementarisme ouvert, démagogie syndicale vite essoufflée. Sa presse tient le milieu entre *Gringoire* et *Je suis Partout*. Ses troupes sont d'abord bourgeoises et petites bourgeoises, (commerçants, enrichis du marché noir, paysans propriétaires, techniciens) éléments souvent timorés, effrayés par le sabotage des réunions.

Il pourrait être le parti d'un gouvernement bonapartiste du type Pétain.

Un grand effort doit être fait pour porter la contradiction dans les réunions des partis bourgeois. L'Agit-Prop. devra fournir tous les renseignements sur leur programme, leurs activités et des schémas d'interventions contradictoires.

Chaque fois que l'occasion s'en présentera, les régions seront à la tête d'un F. U. pour le sabotage des réunions P. R. L. Dans ces actions nous ferons comprendre la nécessité des *milices ouvrières*, mot d'ordre que nous devons mettre en bonne place de notre programme.

Les partis ouvriers

P. S. — Son rôle d'axe de la coalition gouvernementale, ses capitulations constantes devant le M. R. P. ont sérieusement entamé son crédit dans les masses.

Il ne faut néanmoins pas s'attendre à un déplacement important de ses voix vers le P. C. F. qui s'est manifesté comme le plus hostile aux revendications ouvrières. C'est de sa majorité petite bourgeoise déçue que peuvent se décrocher des voix en faveur des Radicaux. Mais c'est sa base électorale qui donnera le maximum d'abstentions.

La proximité de la date fatidique des élections accélère l'évolution vers la gauche d'un fort courant aux aspirations révolutionnaires de moins en moins vagues, partisan de la rupture avec le M. R. P. S'il reste pour l'alliance avec le P. C., en revanche, ses tendances antistaliniennes se sont renforcées.

Ce courant pousse en avant la gauche bureaucratique qui n'aspire à rien d'autre que de s'emparer de la direction. Elle ne rencontre qu'une faible résistance de la direction nationale, laquelle n'est pas fâchée de redorer le blason du parti à l'aide de quelques phrases gauches.

En politique étrangère, le P. S. apparaît de plus en plus comme le valet de l'impérialisme américain.

Le P. C. F. mènera sa campagne électorale sur le thème suivant : « Nous avons les mains liées dans le précédent gouvernement. Vous n'avez pas encore fait l'expérience des communistes. Donnez-nous plus de députés et nous assurerons la renaissance française ».

Mais pour étayer cette argumentation peu démonstrative, le P. C. F. ne s'offrira certainement pas le luxe d'une rupture tardive de la coalition. Jusqu'au bout il en restera l'âme et l'animateur principal.

En effet, dans le jeu diplomatique de Staline, le P. C. F. est la carte maîtresse. Son rôle est de retarder le plus possible en se rendant indispensable à la bourgeoisie, le moment inévitable de la capitulation de l'impérialisme français devant les exigences de l'impérialisme américain. C'est le sens de son action pour la production et le rendement (heures supplémentaires, travail au rendement, blocage des salaires) pour une politique d'armement, etc...

Seul un revirement diplomatique complet de la bourgeoisie sous forme d'un bloc antisoviétique avoué pourrait le rejeter dans l'opposition. Encore faut-il s'attendre dans ce cas à d'importantes défections, y compris d'une fraction de sa direction dont la transformation en bureaucratie nationale se précise (Thorez). Des épisodes « tactiques » comme l'opposi-

tion du P. C. F. revendiquant historiquement le charbon de la Ruhr d'une part avec le P. C. allemand appuyé par la bureaucratie russe dans sa revendication d'unité allemande accélèrent la décomposition des restes de la III^e Internationale et la nationalisation de ses diverses sections. Dès maintenant existe dans le P. C. F. une base petite bourgeoise importante prête à appuyer une rupture avec le Kremlin.

Pour jouer son rôle d'agence diplomatique de Staline, le P. C. F. doit remplir deux conditions contradictoires :

1^o Détenir le maximum de postes gouvernementaux et maintenir à tout prix la coalition avec la bourgeoisie ;

2^o Garder sa base de masse sans laquelle il ne disposerait d'aucun crédit auprès de la bourgeoisie.

Il ne peut garder cet équilibre instable que par un système de terreur bureaucratique dans ses rangs, dans les syndicats et dans la classe ouvrière et en renforçant la calomnie et la répression physique contre l'avant-garde révolutionnaire. L'offensive générale contre nos militants en usine ira en s'intensifiant.

Jusqu'à présent la pyramide bureaucratique est parvenue à paralyser toute action de classe d'envergure. Ce n'est qu'en prolongeant cette situation que le stalinisme peut éviter un certain temps encore que les masses ne fassent l'expérience de son rôle contre-révolutionnaire.

Mais quelle que soit son emprise sur les masses, la bureaucratie ne pourra empêcher que les rigueurs de la crise française ne déclenchent des mouvements revendicatifs d'envergure qui mettront à nu son rôle de briseur de grèves.

Déjà en l'absence de toute discussion organisée le gauchisme apparaît comme une menace sérieuse pour la bureaucratie et la pousse à mener l'offensive contre les cadres moyens accusés de faire le jeu du gauchisme.

S'attendre à la démagogie électorale de tous les partis, surtout du P. C. (Hénaf au Vél' d'Hiv') *Ce n'est pas un tournant.* (Rappel de la démagogie sur les fonctionnaires, novembre 45.)

Abstentionnisme.

Les masses commencent à faire l'expérience des partis traîtres. Mais ce n'est pas du jour au lendemain qu'elles donneront de nouveau leur confiance au parti révolutionnaire. Elles y arriveront dans la mesure où le Parti, menant une politique véritablement prolétarienne aura donné dans l'action des preuves répétées de la justesse de sa ligne et de son sérieux organisationnel.

Dans l'immédiat, la crise de confiance dans les vieilles directions se traduit essentiellement par le désarroi et l'abstentionnisme. Il dépendra de la propagande du parti et de son action que les meilleurs combattants ouvriers ne se retirent pas de l'action militante.

La place du P. C. I.

Le P. C. I. apparaîtra comme le parti des revendications ouvrières. Il ne se contente pas de dénoncer la politique de coalition et ses fruits amers, il développe son programme révolutionnaire qui l'oppose à tous les autres partis. Lier la lutte revendicative au problème de la Révolution Socialiste.

Il ne part pas battu ; au contraire il est décidé à tout faire pour envoyer à la chambre des défenseurs des revendications ouvrières. A travers sa campagne, il explique la nécessité du parti révolutionnaire et appelle à l'adhésion. L'absence de parti centriste dans une situation révolutionnaire lui ouvre de sérieuses possibilités de développement.

La tactique électorale.

I. — Le Parti doit mener une agitation intense contre la loi électorale et pour la souscription sur le slogan central : « La parole aux Trotskystes pour la défense des revendications ouvrières ».

Les campagnes pour le million ont une énorme importance

politique. Elles doivent permettre d'élargir considérablement le cercle de sympathie du parti et de combattre la calomnie. Des milieux entièrement nouveaux peuvent être prospectés.

Nous devons galvaniser le Parti pour ce premier objectif : une campagne financière réussie est la garantie d'un succès électoral. C'est aussi la seule façon d'obtenir le soutien financier des autres sections de l'Internationale.

II. — Le référendum du 5 mai.

Le P. C. I. votera *contre* le projet constitutionnel (voir résolution spéciale) mais ne mènera pas une campagne d'agitation ample et intense. Il veillera à se délimiter activement des adversaires fascistes du projet.

III. — Elections du 2 juin.

Le B. P. a pris position contre tout consortium électoral destiné à tourner la loi des 20 listes.

DISCUSSION

RAOUL. — Les élections ont lieu dans le cadre de l'Union française. Le P. C. F. va avoir l'énorme majorité des députés coloniaux, car il y a une évolution très nette vers la gauche (Antille).

Nous devons voir si nous ne pouvons participer aux élections dans une colonie.

En Indochine, la lutte pour l'indépendance est une lutte prolétarienne révolutionnaire. Nous devons la soutenir comme était soutenue la Révolution Russe.

RENAN. — La question paysanne doit être posée :

Les réactionnaires se réorganisent contre le mouvement coopératif, qui aurait permis un relèvement agricole s'il avait l'appui de l'Etat.

Il y a une usure des terres à blé par manque d'engrais naturels qui amène 40 % de sous-production. Mais la production et l'importation auraient permis de maintenir la ration à 375 gr. C'est l'incurie qui l'en empêche.

Le pain, la viande, le lait, sont les trois produits fondamentaux du ravitaillement, mais ce sont aussi les produits que le cultivateur ne peut produire, sous peine de ruine.

SEVERIN. — Incurie capitaliste prend la forme du sabotage (évasion des capitaux, diminution des investissements) pour que la reprise ne soit pas un bénéfice pour les organisations ouvrières au gouvernement.

Sur les élections: il faut donner son importance réelle à la campagne et nous devons bien constater qu'il y a un grand désintéressement. Il est vrai que nous pourrions en profiter.

Sur le référendum: abstention.

DARTE. — Bleibtreu a expliqué l'amorphie ouvrière par le poids du stalinisme. Nous avons fait une enquête sur les chantiers, d'où il ressort:

1° que les ouvriers ne luttent pas, à cause de la situation économique: trop pauvres pour tenir une grève, le chômage menace par manque de matières premières;

2° que le poids stalinien n'est pas si grand: ne veulent plus voter, jettent carte de la C.G.T., engueulent les responsables staliniens.

Donc, le facteur primordial est économique dans l'amorphie actuelle.

GEOFFROY. — Tanguy apporte énormément de choses, mais beaucoup trop. Beaucoup de chiffres et tout un galimatias pseudo-marxiste. Interventions qui apportent beaucoup: Darté et Renan. Les hobereaux tiennent les rênes de la C.G.A. Il y a un recul qui n'est pas Le Recul, comme il y a eu La Montée. Car la bourgeoisie n'a pas la possibilité d'améliorer la situation, donc il y a possibilité de remontée entrevue déjà par le courant gauche du P.S. Le P.S. qu'actuellement ses éléments jeunes veulent jeter à gauche. Il n'y a ni montée à bloc, ni recul en bloc.

Trois questions dominent:

1° Espagne. Pas de mots d'ordre clairs. Mettre en avant le

C'est-à-dire que si le Parti n'a pas la caution pour les 20 listes il renonce aux élections.

Le C. C. devra trancher sur ce point (résolution).

Les documents de propagande : affiches, circulaires, allocutions, discours doivent être communiqués au plus tard le 15 mai dans les régions pour quelles puissent résoudre les problèmes techniques.

Au cas où nous ne pourrions présenter de candidats notre action sera réduite à peu de chose.

La seule directive que nous aurons à donner c'est de voter pour un candidat ouvrier.

De toutes façons, nous devons être prêts à défendre notre droit à la parole, à défendre nos réunions (autodéfense). Les ouvriers ne donneront pas leur confiance à un parti de non-résistance au mal (réponse aux objections).

mot d'ordre de la république;

2° U.R.S.S. Catastrophe: lettre de front unique. Le P.C.F. tout d'abord ne répondra pas. Nous devons lutter pour le front unique sur des bases solides. Par exemple à propos de l'Espagne;

3° Colonies. Indochine. Il faut préciser. On est entre février et octobre 17. Mais à quel mois?

Il faut faire une campagne d'envergure.

b) Vieilles colonies. Violents mouvements *prolétariens*.

Grève générale de huit jours à la Guadeloupe. Jusqu'à d'aujourd'hui commerçants qui se sont solidarisés avec les coupeurs de canne à sucre.

Grève générale à Dakar pour la moitié du salaire des blancs.

Toute la situation française se développe sur la base de l'offensive bourgeoise. Nous devons mobiliser sur: qui sera le plus fort dans l'épreuve de force entre bourgeoisie et ouvriers, en particulier dans la question du salaire au rendement qui signifie une surexploitation et le chômage. Il faut expliquer cela.

Ceci pose le contrôle ouvrier qui est la seule possibilité de faire un pas en avant. Il faut que nous formions les comités d'entreprises là où ils n'existent pas et où les patrons s'y opposent.

Il y a un sabotage des trusts, « comme on dit », politiquement conscient dans la fraction la plus avancée de la classe bourgeoise.

SOUDRAN. — On reconnaît une démoralisation dans la classe ouvrière, et l'importance de notre intervention. Ce dont on riait sous le nom de « subjectivisme ».

Problème central celui du rendement. Marx a écrit des tomes là-dessus. Exemples nombreux montre que c'est un vol des ouvriers. Démocratie syndicale y est étroitement liée.

Sur sabotage. A l'échelle historique, la bourgeoisie ne sabote pas, dans une conjoncture particulière cela peut se produire. Mais ce que les staliniens appellent sabotage des trusts, c'est l'incurie du système capitaliste. Il y a un sabotage des nationalisations.

Production peut-elle être remise en marche? Notre programme est transitoire en partant de l'actualité, conduit au maximum et donc à la solution, mais chacune de ses étapes ne sont pas des solutions.

BOUSSEL. — Se mettre à la tête de la lutte contre le P.R.L.

— Sur élection: contre les blocs dit juridiques.

— Sur la production: Pas assez de discussion dans le parti. Article du F. O., n° 3, n'est pas juste.

Le sabotage? Il s'agit de l'incapacité organique de la bourgeoisie. Abîme entre les congrès bureaucratiques et les ouvriers qui rigolent des « batailles »: parce qu'on ne leur donne rien à faire dans les usines.

La politique de rendement aboutit au chômage. Il faut ex-

pliquer qu'elle ne fait qu'accroître les profits des capitalistes.
Expliquer ce qu'est l'Echelle mobile. « Vérité » trop « légère ».

DESCHAMPS. — Il faut mobiliser les masses pour Echelle mobile, etc..., en montrant que, sans cela, elles n'auront pas à manger.

Il faut participer aux élections. Envisager des alliances commerciales.

« Non » au référendum. Montrer dans l'action que nous ne sommes pas avec le P.R.L.

Activer par F. U. le travail de fraction jusqu'à la rupture. (Lecture d'un texte: « A la conquête des masses »).

GERARD. — Démoralisation dans la classe ouvrière: la politique de rendement produit des désertions de la C.G.T. La vente de la *Vérité* a baissé de 100 à 20 aux usines Michelin, en même temps que la presse stalinienne.

SYLVAIN. — Il y a un sabotage des trusts. Même des stali- niens réclament le contrôle des marges bénéficiaires.

Notre mot d'ordre est-il P.S., P.C., C.G.T. ou soutenu par la C.G.T. On trouve les deux dans la *Vérité*.

Critique le fond anti-stalinien du n° 111.

Il faut présenter des candidats à Lyon.

De plus, le sabotage des trusts existent (stockage impro- ductif).

**

Résolutions sur la manière de clore la discussion

Après discussion, la résolution suivante, proposée par Geof- froy, est adoptée:

Le C.C. décide:

1° Qu'une résolution sera présentée pour formuler l'axe de notre politique dans la campagne électorale.

2° Cette résolution sera complétée éventuellement par une série de résolutions concernant les problèmes les plus impor- tants et notamment:

- le salaire au rendement;
- la production;
- le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.;
- la question coloniale.

Toutes ces résolutions rédigées en fonction de la résolution générale.

Une autre proposition de Soudran est repoussée:

Trois résolutions seront présentées au C.C.:

- 1° Orientation générale;
- 2° Nos mots d'ordre dans les élections;
- 3° Tactique électorale.

SÉANCE DU DIMANCHE MATIN

Lecture de la déclaration à lire au Congrès du P.S. Marin et Francis sont désignés comme délégués.

31 mars 1946.

Chers Camarades,

Nous venons, au nom du Comité Central du Parti Commu- niste Internationaliste, Section française de la IV^e Interna- tionale, apporter à votre Congrès notre salut fraternel.

Nous pensons que la classe ouvrière se trouve en un mo- ment décisif de son histoire. En effet, nous assistons à la mo- bilisation de toutes les forces réactionnaires; la constitution du P.R.L., embryon d'un parti fasciste, pose aux organisations ouvrières la nécessité d'une action unie pour mobiliser les tra- vailleurs en vue d'écraser dès sa naissance le parti qui de- main serait le champion de la liquidation violente des libertés démocratiques. Sur ce plan, nous espérons que vous voudrez envisager la mobilisation en commun des travailleurs et la constitution de groupes d'auto-défense dans tous les secteurs ouvriers.

Nous tenons maintenant à attirer l'attention de tous les camarades du Parti Socialiste sur deux violations flagrantes de ces mêmes libertés démocratiques, et dont justement notre Parti est l'objet.

Depuis la libération, nous réclamons vainement la légali- sation de notre journal *La Vérité*. Nous avons trouvé à nos côtés de nombreux militants et Fédérations du Parti Socia- liste qui ont estimé avec nous que cette atteinte à la liberté de la presse constituait une porte ouverte à tous les arbi- traires. Avec nous, ils ont protesté contre la saisie d'un jour- nal, le premier à paraître dans la clandestinité et dont 73 nu- méros furent publiés illégalement sous l'occupation, dont le rédacteur en chef, notre camarade Marcel Hic, est mort, dé- porté au camp de Dora, comme des centaines d'autres mili- tants de notre Parti, victimes de leur dévouement à la cause des travailleurs.

A la suite de ces interventions, le cas de *la Vérité* a été enfin soumis aux décisions de la Commission Consultative de la Presse qui a donné un avis favorable. La solution définitive ne dépend plus que du ministre de l'Information qui est un militant socialiste. Nous espérons que votre Congrès lui don- nera un mandat unanime pour que cesse cette situation scan- daleuse.

D'autre part, votre Congrès est appelé à se prononcer sur une loi électorale qui prévoit:

1° une caution de 20.000 francs par candidat;

2° la nécessité de présenter des listes dans 20 départements.

Cela représente une dépense d'environ 2 millions 550.000 fr., véritable régime censitaire d'un nouveau genre qui apparaît comme essentiellement dirigé contre une organisation comme la nôtre qui ne vit qu'avec les gros sous des travailleurs.

De plus, le projet prévoit qu'il faut au moins 5 % des voix pour bénéficier des restes nationaux, ce qui ne saurait gêner aucun bloc bourgeois ou réactionnaire, mais seulement un jeune Parti ouvrier comme le nôtre.

Nous sommes persuadés que votre Congrès prendra toutes dispositions utiles pour faire obstacle à une telle loi anti- démocratique.

Nous vous adressons nos salutations Communistes Interna- tionalistes.

**

CONTINUATION DE LA DISCUSSION POLITIQUE

MICHELE. — Caractéristique économique de la situation: pas de plan pour reconstruire, anarchie, recherche du profit, chômage grandissant.

La situation est objectivement révolutionnaire, mais pas de grève, découragement et absentéisme et renforcement du sta- linisme.

La classe ouvrière n'a pas fait l'expérience du stalinisme. L'existence de l'U.R.S.S. et l'octroi de quelques avantages sont à la base de ce renforcement (revalorisation des bas salaires, plan de sécurité sociale, conventions collectives — moins bons qu'en 1936, mais mieux qu'en 45).

La conjoncture politique ne pousse pas la bourgeoisie à sa- boter.

Il n'y a ni offensive patronale ni offensives des masses.

Minorité ne parle pas du stalinisme, mais Tanguy a une position anti-stalinienne stupide et sectaire.

FRANCIS. — Personne ne peut nier qu'il y ait recul ou- vrier. Dégringolade du nombre des manifestants. Abstention- nisme dans les élections partielles (Montmorency, Longju- meau). Mais c'est le P.C.F. qui en souffre le moins.

Absurdité d'opposer stalinisme français à stalinisme russe. France fait partie de l'Europe « soviétique ».

Ce n'est pas là qu'il faut voir une crise.

Elle passe surtout dans le P.S. (texte d'opposition de 47

députés). Aussi dans le M.L.N. Il y a moyen de cristalliser pour nous.

DEMAZIERE. — L'expression de sabotage peut être acceptée, car elle représente quelque chose pour les masses. Il a un but politique.

Si hier l'offensive de la bourgeoisie passait par l'utilisation du P.S. et du P.C., actuellement on assiste en fonction du recul à une lutte accrue de la bourgeoisie contre les partis ouvriers, d'où sabotage conscient et organisé de la production pour déconsidérer les partis ouvriers qui se sont faits les champions de cette production. Nous avons considéré le sabotage dans le sens où le considèrent les staliniens et cette expression peut être acceptée, car elle signifie quelque chose pour les masses.

Au cours de la campagne, de même que nous avons gagné à lier le problème indochinois aux questions françaises, il est très important de faire de même avec le problème espagnol. Le P.C.I. doit être le premier parti à prendre position sur ces questions: *il ne le fait pas.*

Deux articles seulement et extrêmement mauvais, dénués de tout mot d'ordre. Il faut lier la question de l'Espagne, « dernier Etat fasciste en Europe », à notre campagne, placer la lutte sur le plan de la lutte armée contre Franco, au lieu d'envoyer des armes en Indochine à Leclerc, il faut les parachuter en Espagne, reconstituer les Brigades Internationales, etc...

LAURENT. — Certains camarades parlent d'inertie et de démoralisation, mais d'autres parlent d'une évolution à gauche dans le P.S. (dirigée par les bureaucrates, à des fins électorales et qu'on étouffera vite).

Les masses ne sont pas amorphes, *elles attendent quelque chose.*

On ne parle pas assez du P.C.F., il a une figure toute différente du P.S.

Par sa structure, ses liaisons avec le capitalisme français, le P.C.F. peut être le parti fasciste de demain.

Bien entendu, il ne faut pas le présenter comme tel aux masses.

*
**

REPONSE DE BLEIBTREU

La production: les exemples apportés par les camarades montrent que le prétendu sabotage des trusts est, en réalité, la preuve de l'incapacité du régime du profit (reconstruction non rentable, spéculation, etc...). Ces exemples doivent être continuellement mis en avant dans notre propagande.

Compte tenu du sabotage dans telle ou telle branche nationalisée ou en voie de l'être, la question est la suivante: ce sabotage intervient-il comme déterminant dans la stagnation actuelle?

Y a-t-il un sabotage politique?

Là encore est-il déterminant? Un sabotage de la bourgeoisie, provoqué par des causes politiques (juillet 1917 en Russie), n'a pas besoin d'être recherché au microscope, ce sont des débauchages massifs, des lock-out..., etc...

La Bourgeoisie n'en est pas là: *le régime tripartite est pour elle la meilleure solution actuelle pour assurer la paix sociale.*

Le stalinisme: La politique stalinienne entre dans une phase de contradictions qu'elle n'a pas connue dans le passé. (Exemple: le P.C.F. est pour le détachement de la Ruhr de l'Allemagne, le P.C.A. est contre.) Ce peut être un aspect tactique de la question, mais il aura ses conséquences dans les rangs du P.C.F. et dans l'esprit des masses, contribuant à renforcer dans le P.C.F. le développement d'une aile opportuniste et chauvine susceptible de rompre, à une étape ultérieure, pour se ranger derrière sa propre bourgeoisie.

Le C.C. procède à la désignation d'une Commission des résolutions: Michèle, Boussel, Soudran.

Rapport sur la Campagne électorale

Le rapport est fait sur la base de l'obligation de présenter 20 listes. Les circonscriptions ont été choisies de la façon suivante: 1° celle où nous avons la force de mener une véritable campagne; 2° celles où nous mèneront un travail de propagande; 3° les circonscriptions ne nécessitant qu'un nombre très petit de candidats.

1. Paris (3 listes: Sud-N.-E.-Ouest): 28 candidats. 2. Finistère (1 liste), 9; 3. Nantes (1 liste), 8; 4. Bordeaux (1 liste), 9; 5. Isère (1 liste), 6; 6. Lille (1 liste), 9; 7. Lyon (1 liste), 8. Au total: 77 candidats. 8. Lozère, 2; 9. Puy-de-Dôme, 6; 10. Maine-et-Loire, 6; 11. Lot-et-Garonne, 3; 12. Basses-Alpes, 2; 13. Hautes-Alpes, 2; 14. Territoire de Belfort, 2; 15. Savoie, 3; 16. Haute-Saône, 3; 17. Drôme, 4; 18. Corrèze, 4; 19. Creuse, 3; 20. Tarn-et-Garonne, 3. Total général: 120 candidats.

Total du cautionnement: 20.000 fr. × 120 = 2.400.000 francs.

Dans les sept premiers départements, notre campagne sera effective, à partir de notre influence locale. Les candidats seront choisis en conséquence dans la liste ci-dessous, non limitative:

Baufrère, Boussel, Bradier, Craipeau, Demazière, Franck, Gallienne, Laval, Magnin, Maurin, Marin, Michèle, Privas, Roland, Raoul, Rodier, Schwartz, Soudran, Bleibtreu. — 19 au total.

REPARTITION DES FORCES. BESOINS DES REGIONS

La R.P. pourvoira à ses propres besoins.

De même pour le Rhône et le Puy-de-Dôme.

L'Isère n'aura besoin que de deux ou trois camarades pour des tâches techniques.

Le Finistère aura besoin d'un dirigeant (orateur et tête de liste éventuellement).

Bordeaux, le Nord, le Maine-et-Loire et peut-être Nantes auront besoin du centre, d'une façon ou d'une autre.

Chacune des sept régions de campagne (et Clermont peut-être en plus) aura une commission des élections dont le responsable sera en liaison avec la *Commission Nationale* composée de: Demazière, Franck, Michèle, aidés de Schwartz et Privas.

Chaque commission répartira les tâches:

(Matériel: affiches, tracts, brochures, circulaires).

Allocutions radio, communiqués presse, meetings.

Représentation aux commissions départementales consultatives.

Dans les sept départements — ou au moins à Paris — un meeting central pourra être tenu dans la troisième semaine d'avril: meeting de « rassemblement ».

Un second meeting se tiendrait dans la quatrième semaine de mai, pour la présentation des candidats.

Dans les départements « d'appoint », notre activité sera juste suffisante pour nous permettre d'obtenir les avantages matériels.

Nos candidats (pour les départements où nous n'avons personne) seront envoyés sur place et effectueront les démarches nécessaires. La campagne se réduira à: 1 affiche, 1 circulaire, 1 meeting au chef-lieu.

Les régions doivent répondre aux questionnaires qui leur a été envoyé avant le C.C. Chacune d'elles devra constituer une commission électorale avec, si possible, un téléphone qui sera en liaison permanente avec la Commission Nationale qui aura une permanence avec téléphone.

La C.N. éditera des conseils concrets aux candidats, aux orateurs, etc...

Situation financière. — Nos besoins, pour la marche habituelle du parti, pour le lancement du journal légal et pour les

cautionnements, s'élèvent à 3 millions. Les premiers fonds devant servir à lancer *la Vérité*.

A condition que les cotisations et phalanges rentrent scrupuleusement et que le paiement de nos dettes soit reporté à fin juin (ceci nécessite que les permanents soient payés et donc que les cotisations et phalanges rentrent). Il y a des possibilités pour couvrir ces 3 millions, grâce à une aide internationale, à une vente de bibliothèque, et à la campagne du million. Mais si nous voulons obtenir une aide de l'Internationale, nous devons faire la preuve par un succès dans la campagne du million que nous nous mobilisons à fond nous-mêmes.

*
**

DISCUSSION

BILLOUX. — Il faut avoir les moyens d'une politique ou bien déterminer la politique de nos moyens.

Ce plan est une fumisterie d'imbéciles satisfaits.

RENAN, BLEIBTREU et tous les autres camarades insistent sur la nécessité de faire les plus grands efforts pour réunir les fonds. Sylvain demande à Billoux de proposer quelque chose d'autre que le plan proposé.

SCHWARTZ propose que soit pris des candidats dans les colonies. Présente un projet de lettre pour permettre le colportage de souscription par poste. Insiste pour que les dettes soient payées.

RODIER. — La R. P. ne pourra soutenir vraiment bien d'une seule liste, surtout s'il faut envoyer des copains en province.

RAOUL. — Il faut être prudent et ne pas garantir que nous proposerons des candidats. D'abord faire « La Vérité » et la campagne si on peut.

DEMAZIERE. — Il faut faire les deux. « La Vérité » est nécessaire pour la campagne, mais la campagne lancera « La Vérité ».

Différentes demandes d'aide de région sont enregistrées.

REPOSE DE PRIVAS

La Commission tiendra le plus grand compte des suggestions et demandes.

Sur la campagne dans la R. P., une liste me paraît beaucoup trop peu, mais il faut discuter avec la R. P. et non imposer.

Il faut présenter la campagne de la façon suivante : les plus grands efforts doivent être fait si on veut la mener et non sous l'angle de la prudence comme le dit Raoul.

L'intervention de Billoux est scandaleuse et frise le sabotage. Il doit dire, au lieu de parler de fumisterie, tout va à « La Vérité » et nous ne menons pas la campagne électorale. On votera et ce sera clair.

RESOLUTION PRIVAS

1° Le C. C. adopte l'orientation du projet général présenté par la Commission de la campagne électorale en ce qui concerne les lieux où nous présenterons des candidats.

2° Approuve le lancement de la campagne pour le million et appelle le parti à faire les plus grands efforts pour la faire aboutir à un succès.

3° Approuve le budget proposé.

4° Charge les camarades Bleibtreu et Demazière de rédiger une lettre du C. C. au S. I. et aux sections internationales de mandant une aide importante.

— Unanimité pour.

RESOLUTION DEMAZIERE-BLEIBTREU

Le C. C. envisagera la possibilité de faire appel financièrement aux différentes organisations se réclamant de la IV^e Internationale (et notamment aux W. P., groupes trotskystes d'Afrique du Sud, etc...) avec l'assentiment du S. I.

— 17 pour, 1 contre (Frank), 3 abstentions (Privas, Billoux, Michèle).

RESOLUTION PRIVAS

1° Une Commission technique de préparation et d'organisation de la campagne électorale du parti est formée par le C. C.

2° Elle est composée des camarades Michèle, Demazière et Frank, aidés de Schwartz et Privas.

3° Le 15 avril elle devra présenter un plan de répartition géographique et technique des forces du parti à l'échelle nationale :

a) listes des candidats;

b) répartition des orateurs;

c) envoi de camarades pour l'aide matériel.

4° Elle devra également éditer un schéma d'organisation des régions en vue de leur fonctionnement en comités électoraux, et leur liaison avec la Commission Centrale.

5° La Commission devra éditer un texte donnant des conseils et des directives précises aux candidats pour toutes les démarches nécessitées par le dépôt des candidatures (lieux, dates, conditions, etc...) et en général toutes les formalités électorales (bons de papier, discours à la radio, etc...).

— Unanimité.

RESOLUTION FRANCK

Tous les fonds recueillis pour le million seront centralisés par une caisse spéciale avec un compte de chèques-postaux.

— 10 pour, 8 contre, 3 abstentions.

RESOLUTION FRANCIS

Les fonds généraux seront recueillis par une Caisse autonome avec C. C. P. Mais chaque région présentant des candidats gardera, pour sa campagne, un pourcentage sur l'argent qu'elle recueillera par sa propre activité, décidé par la Commission Centrale.

— 9 pour, 11 contre, 1 abstention.

RESOLUTION

« La Vérité » étant l'arme essentielle de notre propagande, les premiers fonds doivent lui être attribués. Cependant « La Vérité » ne pourra évidemment être lancée à fond et sérieusement qu'à travers la campagne électorale. Il est donc impossible de dissocier les deux questions en fonction de la situation politique.

— 3 contre, 16 pour, 2 abstentions (Dunal et Renan).

RESOLUTION RENAN

L'Agit-Prop mettra à la disposition du parti des schémas d'intervention permettant de montrer très précisément ce que sont, d'une part, P.R.L. et M.R.P., d'autre part, P.S. et P.C.F.

— 20 pour, 1 contre (Billoux).

RESOLUTION GEOFFROY

Dans la mesure où la loi électorale qui sera votée et les dispositions particulières ne correspondraient pas aux projets actuels qui ont motivé les décisions prises par le C. C., celles-ci seront rectifiées dans le sens suivant :

Assurer à la campagne du Parti le plus grand retentissement possible, y compris le maintien de listes dans les départements où nous n'avons pas de forces. Il devra être tenu compte du bénéfice à retirer de listes sans campagne.

— 17 pour, 2 contre, 2 abstentions.

RESOLUTION DESCHAMPS

Au cas où l'obligation de présenter des candidats dans 20 départements ne serait pas maintenue, le Parti présentera des candidats dans les 7 circonscriptions prévues et consacrerà les forces prévues pour les autres départements sur 2 listes supplémentaires et choisies en fonction de la population (Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône par exemple).

— 1 voix pour, 3 abstentions, 17 contre.

RESOLUTION SYLVAIN

La contradiction pendant la campagne électorale sera portée essentiellement contre le M.R.P. et surtout contre le P.R.L.

La contradiction pendant la campagne électorale sera portée bourgeois et que nous attirerons la confiance des ouvriers socialistes et communistes.

La critique du P.S. et du P.C. se fera dans nos réunions propres; sauf circonstances absolument exceptionnelles et dûment motivées, nous n'interviendrons pas dans les réunions du P.C.F.; dans les réunions socialistes nous pourrions intervenir fraternellement, mais surtout pour apporter notre programme positif.

— 9 pour, 11 contre, 1 abstention.

RESOLUTION BLEIBTREU

Le problème de l'auto-défense de nos réunions doit être résolu comme un problème d'une grande importance politique. Les ouvriers ne donneront pas leur confiance à un parti pratiquant la « non résistance au mal ». Les régions qui feront une campagne effective doivent dès maintenant organiser un groupe d'auto-défense discipliné militairement.

— 19 pour, 2 abstentions.

RESOLUTION SYLVAIN

Le Comité Central décide que le B. P. doit ouvrir d'urgence dans le Parti la discussion sur la question russe.

A cet effet: 1° Il enverra toute documentation utile; 2° La discussion sera ouverte dans les B. I.; 3° Le Parti se prononcera au prochain Congrès, mais dès maintenant la discussion doit être ouverte.

En attendant: Pour que notre position soit claire pendant les élections le B. P. adoptera un texte lors de sa première séance.

— 5 contre, 8 pour, 8 abstentions.

Discussion sur le référendum

SCHWARTZ. — Le référendum est un produit du tripartisme. Nous sommes contre, mais nous ne pouvons voter avec la réaction.

Nous ne pouvons non plus nous abstenir car il ne faut pas encourager ce courant.

Nous demandons de voter par un bulletin nul, ce qui sera un acte de protestation.

BLEIBTREU. — C'est notre position fondamentale sur l'Etat qui doit nous déterminer. Ce n'est pas à cause du tripartisme que nous sommes contre, mais parce que consacrant la propriété et l'Etat bourgeois.

A la Chambre il arriverait que nous votions de la même façon que les réactionnaires mais pour des raisons absolument opposées (ex.: crédits militaires).

Nous voterons contre en nous délimitant des fascistes qui sont contre à cause des concessions démocratiques et non à cause du maintien de la propriété privée.

RAOUL. — Nous n'avons pas à nous prononcer sur une constitution bourgeoise ou une autre, nous devons boycotter ce référendum.

GERARD. — Il ne faut pas oublier comment sera posée la question: « non », elle signifiera uniquement que nous voulons qu'une nouvelle Constituante établisse une nouvelle Constitution.

RODIER. — « Non » signifiera seulement que nous voulons revoter dans 7 mois. Je me rallie à la position de Raoul.

GEOFFROY. — Nous ne pouvons mêler nos bulletins à ceux des fascistes, ni à ceux des M.R.P., P.C., P.S.

Nous voterons « nul », ces bulletins se compteront.

Sur cette question il faut une majorité absolue et non relative dans le C. C. Raoul doit se rallier à notre position.

BLEIBTREU. — Ceci est de l'algèbre électorale. Pour nous il s'agit de faire comprendre des conceptions révolutionnaires.

BILLOUX. — Le souci de ne pas mêler nos voix à celles des fascistes doit être pris en considération, et nous devons tenir compte de la force du parti. Mais voter « nul » c'est prendre plus ou moins position. Nous devons boycotter, tout en continuant à lutter contre l'abstentionnisme pour le 2 juin.

MARIN. — Il est décisif de ne pas mêler nos voix à celles du P.R.L. L'exemple du « plébiscite brun » des staliniens allemands ne nous a-t-il rien appris?

Nous nous opposons à la Constitution parce qu'elle est bourgeoise et non parce qu'elle a été élaborée par le tripartisme. La seule opposition réelle est le boycott.

DEMAZIERE. — Voter « contre » c'est s'interdire de participer à la campagne électorale de juin, à cause de la campagne qui se déclanchera contre nous et que nous n'avons pas la force de surmonter. Or, l'important c'est précisément de participer à cette campagne alors que le référendum est secondaire.

Le boycott renforce l'abstentionnisme. « Nul » appelle non à s'abstenir, mais à faire quelque chose, à lutter.

FRANK. — Les arguments sur le tripartisme et « on ne pourra parler » sont opportunistes.

Il y a une question fondamentale, celle de l'Etat, sur laquelle nous ne pouvons transiger.

Dans les élections, avant la guerre, on nous disait: « vous prenez des voix aux partis ouvriers ». Déjà on le reprochait aux premiers socialistes en France. Pourtant on passait par dessus ce reproche.

Le « plébiscite brun » n'est pas un exemple valable: s'agissait pour les staliniens, en collaboration avec les nazis, de renverser un gouvernement social-démocrate. Le boycott ne signifie pas rester chez soi mais empêcher les élections, est-ce cela que vous décidez?

On ne peut avoir une position équivoque sur une telle question: il faut voter *contre*.

SEVERIN. — La position cohérente, de votre point de vue, est celle de Raoul. Si nous pouvions opposer les soviets alors nous pourrions voter contre. C'est la situation politique qui l'interdit.

On peut politiser l'abstentionnisme en votant « nul ». Le boycott signifie qu'il faut rester chez soi, c'est faux!

On pourra bluffer sur le nombre des abstentionnistes en se les attribuant!

DUNAL. — Ce n'est pas de l'opportunisme que de compter avec les réalités.

L'abstentionnisme est faux, je vote avec Schwartz.

BOUSSEL. — Nous n'avons pas la force de poser la question des soviets et, de plus, le sentiment de masse pour l'abstention est dans le fond sain.

Le P.C.I. expliquera qu'il considère que les ouvriers n'ont rien à voir dans un tel choix.

BLEIBTREU. — Il est vrai que voter contre ne signifie pas qu'on est contre la Constitution bourgeoise, mais qu'on en veut une autre. C'est pourquoi je me rallie au boycott.

RENAN. — C'est une question de tactique dans laquelle il faut savoir faire un pas en arrière. L'utilisation que les staliniens feraient du vote contre constitue un mur sur lequel Frank propose qu'on se jette, tête baissée. Ce serait un suicide.

On dit que le boycott signifiera rester chez soi. Mais personne ne se dérangera non plus pour voter « nul ».

FRANCIS. — Il faut voter « nul », car il ne faut pas apporter de l'eau au moulin de l'abstentionnisme. Il faudrait alors avoir la même position pour les élections de juin.

Nous utilisons ce qu'il y a de sain dans l'abstentionnisme (la méfiance) mais nous appelons à protester par un vote nul contre le choix imposé: oui ou non.

Chez tout le monde il y a une grosse erreur dans la motiva-

tion: nous sommes contre parce que c'est une Constitution antidémocratique.

DARTE. — Il faut montrer que la Constitution consacre les indemnités dans les nationalisations.

RAOUL. — Le boycott est une question de principe. Je ne suis pas contre le boycott actif dans un endroit donné, où nous pourrions le faire.

BILLOUX. — Le problème c'est de déterminer notre attitude en face l'abstentionnisme. Dans le référendum nous ne pouvons ni ne voulons lutter contre l'abstentionnisme. Dans les élections générales nous luttons contre.

GEOFFROY. — La méfiance vis-à-vis de l'Etat bourgeois n'est pas révolutionnaire. Le véritable boycott doit être un acte: le vote nul, qui est le seul boycott pratique, réel.

MICHELE. — La minorité pose mal le problème. L'abstentionnisme peut avoir un caractère progressif.

PRIVAS. — Les arguments invoqués contre le vote « contre » sont très mauvais. Ce n'est pas parce qu'on nous calomnierait et on nous assimilerait aux fascistes que nous devrions reculer. Pendant la guerre nous sommes pour le défaitisme révolutionnaire parce que c'est juste, et pourtant cela amène qu'on veut nous faire passer pour des nazis.

Ce n'est pas parce que la Constitution est antidémocratique que nous sommes contre. Serait-elle la plus démocratique que nous serions contre parce qu'elle est bourgeoise.

Nous refusons de choisir entre une Constitution bourgeoise et une autre dans 7 mois. C'est pourquoi nous boycottons.

SOUDRAN. — « Chasser l'ultra-gauche, il revient au galop ». Condamner en bloc la Constitution c'est tout condamner. Or, il est faux que le parlementarisme soit sans importance. Il faut prendre certains points et montrer en quoi ils sont faux.

La position de Raoul est conséquente. Seulement il pense qu'il sera impossible aux ouvriers de rayer le bulletin mais qu'il nous sera possible, à nous, d'empêcher de voter.

DEMAZIERE. — Avant de voter il faut définir la position pratique du boycott.

(Vote sur cette motion d'ordre: 9 pour, 11 contre, 1 abstention.)

RESOLUTION PRESENTÉE PAR LA MINORITÉ DU C. C. SUR NOTRE TACTIQUE ELECTORALE

Le C. C. du P.C.I., réuni les 30 et 31 mars, affirme que le Parti Révolutionnaire ne peut se contenter, pour l'unique raison qu'il s'agit d'une Constitution démocratique bourgeoise, d'engager les masses à s'abstenir ou à voter contre. Notre rôle est, au contraire, à travers une campagne intense, de politiser le courant de passivité et d'indifférence qui se manifeste dans les masses à l'égard du parlementarisme et plus spécialement à l'égard de cette Constitution et d'empêcher leur pure et simple démoralisation pour le seul profit de la réaction.

Fondamentalement, nous développerons notre campagne contre une Constitution bourgeoise et antidémocratique qui a été élaborée dans le cadre de la collaboration de classe (tripartisme) et le vote « pour » exprime l'approbation de cette politique de collaboration de classe. Cette Constitution a été faite en dehors de toute participation des masses populaires appelées seulement à s'exprimer par un oui ou un non global. Nous expliquons comment l'obstination des partis ouvriers dans la politique de collaboration de classe les a amenés à forger une Constitution contraire aux véritables intérêts des masses. Nous démontrons le caractère réactionnaire de cette Constitution par 3 ou 4 points au plus: droit de propriété (on prévoit l'indemnisation obligatoire en cas de nationalisation), enseignement, etc.

En conclusion de cette campagne nous invitons les travailleurs à protester contre les propositions constitutionnelles en déposant un bulletin nul. Cette formule est la seule qui permette un boycott pratique, réel.

Ainsi, tout en se délimitant de la position de la réaction bourgeoise, qui votera contre une formule constitutionnelle susceptible de lui retirer des miettes de ses privilèges, les travailleurs signifieront aux partis ouvriers que la politique menée par ceux-ci n'a plus leur confiance, après 7 mois d'expérience d'union sacrée.

Vote sur la question du référendum

Vote « contre »: 2 pour (Frank, Deschamps), 19 contre.

Bulletin « nul »: 10 pour, 11 contre.

Boycott: 11 pour, 10 contre.



DISCUSSION SUR LA TACTIQUE ELECTORALE RESOLUTION BLEIBTREU

Election du 2 juin. — Le Parti fait tous les efforts en son pouvoir pour réunir la caution électorale par ses propres moyens. En prévision d'un échec possible, le C. C. charge la commission électorale d'étudier les moyens juridiques de tourner la loi par la constitution d'un consortium avec de petites organisations ouvrières locales sous le nom de Front Proletarien.

Il est bien entendu que ce consortium ne peut impliquer aucun compromis politique et que le Parti, dans les circonscriptions où il fait acte de candidature, ne présentera que des listes Communistes Internationalistes apparaissant comme telles. De plus, nous expliquerons publiquement que ce bloc n'a pour but que de tourner le règlement électorale dirigé contre nous.

RESOLUTION SCHWARTZ

Premier point. — En ce qui concerne notre participation aux élections le C. C. condamne l'attitude du B. P. qui n'a tenté aucune démarche auprès de membres des partis ouvriers pour faire modifier la loi électorale. De telles démarches auraient constitué une contribution décisive à la campagne menée par l'ensemble du Parti. Cela peut avoir pour effet d'empêcher le Parti de se présenter et d'apporter dans l'organisation une crise difficilement surmontable. Au sujet des blocs avec d'autres groupements:

1° Le C. C. regrette qu'aucun contact n'ait été pris avec des formations en voie d'évolution vers la gauche pour examiner si un bloc politique était acceptable;

2° Pour cette raison, et à cause de l'impuissance du Parti à organiser autour de lui des courants sympathisants, il n'existe pas actuellement de possibilité d'un bloc politique électorale;

3° La possibilité d'un bloc juridique ne pourrait être acceptée qu'aux conditions suivantes:

a) Pas de liste commune, présentation dans des départements différents;

b) Le bloc technique aurait uniquement pour but de tourner la loi électorale, sans aucun engagement politique de part et d'autre;

4° Une liste peut comprendre des sympathisants pourvu qu'ils se présentent au nom du Parti.

BILLOUX. — Il faut repousser ces résolutions. C'est du fétichisme électorale: faire des compromis pour participer à tout prix aux élections. Position opportuniste qui pourrait changer la figure du Parti aux yeux de la classe ouvrière.

DESCHAMPS. — Ce n'est pas un compromis politique. Il ne s'agit que de préoccupations financières.

Je m'oppose au texte de la minorité, il dit que rien n'a été fait contre la loi, or nous avons devant nous une lettre aux députés.

GEOFFROY. — On ne peut se prononcer avant de savoir où nous nous présentons. Ne repousse pas en principe l'idée des blocs.

RODIER. — Accord avec Geoffroy. Il ne faut pas discuter en l'air, mais voir concrètement. Seulement il n'y a pas de telles possibilités aujourd'hui.

GERARD. — Il ne faut pas confondre deux questions : le principe et les possibilités.

BILLOUX. — Dans le P. V. du B. P. on voit avec qui Francis et Bleibtreu proposent ces blocs (U.D.S.R. et autres faillis). Il faut le repousser en tant qu'orientation. Mais il faut voir des cas concrets: Farge par exemple.

SCHWARTZ. — L'exemple est mal choisi. Y. Farge est un arriviste. Mais, par contre, il y a Nicot, communiste dissident.

Certains n'ont pas peur de voter comme le P.R.L. mais ont peur d'un tel bloc!

SEVERIN. — C'est peut-être impossible mais a-t-on fait des prospections pour trouver des gens qui évoluent vers la gauche? Ils pourraient évoluer plus vite et plus loin si le Parti allait les chercher. Il y en a dans le M.L.N., dans le M.S.A. Mais on n'a rien entrepris et on doit en faire notre deuil. La seule position qui eût été prise est la condamnation de tout bloc.

RENAN. — Billoux est contre par principe. C'est faux. Seulement personne ne nous propose un cas précis.

Il faut tenir compte, bien entendu, des positions politiques, des gens avec qui on le ferait, mais ce serait une capitulation que de dire: on ne peut se présenter aux élections, alors on se retire sans chercher à tourner la loi.

GEOFFROY. — Il faut d'abord discuter le principe, puis les possibilités. On a cité des socialistes-communistes à Dreux, il y en a certainement d'autres.

RODIER. — Il est artificiel d'opposer juridique à politique. Tous les blocs ont un caractère politique.

PRIVAS. — Le problème est mal posé. Le parti révolutionnaire peut faire des blocs, mais sur une base politique. Non sur une base financière. Même s'il n'y avait pas les lois anti-démocratiques (cautions, 20 listes), nous pourrions faire des alliances avec d'autres groupes, mais sur des points politiques. Le critère ne peut être les possibilités financières.

FRANK. — La séparation juridique-politique est puérile. A l'échelle nationale, on ne pourra faire la différence entre les voix juridiques et les voix politiques.

RESOLUTION RODIER

Le C.C. condamne le principe de blocs à caractère juridique. Un bloc électoral avec d'autres formations ne peut avoir qu'un caractère politique.

Le C.C. ne repousse pas a priori la formation de tels blocs politiques. Il charge le B.P. de rechercher la possibilité de telles alliances.

Vote sur les trois résolutions

Résolution Bleibtreu: 6 pour, 8 contre, 4 abstentions.

Résolution Rodier: 8 pour, 8 contre, 2 abstentions.

Résolution Schwartz: 8 pour, 9 contre, 1 abstention.

**

LECTURE ET VOTE SUR LA RESOLUTION POLITIQUE

(préparée par une commission
composée de Michèle, Boussel, Soudran)

1° La résolution générale publiée dans le numéro 117 de la Vérité est adoptée par 19 pour, 1 contre, 1 abstention. après discussions des amendements suivants:

— Mettre « désarroi » à la place de « démoralisation ». 11 pour, 10 contre.

— Ajouter « reconversion économique » (unanimité). (Privas) ont été adoptés.

— La désaffection de la vie syndicale, jointe à l'absence de grandes luttes et à l'isolement de celles qui se produisent, exprime un certain recul prolétarien.

(Geoffroy) 9 pour, 12 contre, repoussé.

— Nous devons apporter nos réponses aux masses sur les deux sujets auxquels elles sont sensibles avant tout: ravitaillement, production.

(Geoffroy) 9 pour, 5 contre, 7 abstentions, adopté.

2° La résolution Boussel sur le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T., publiée dans le même numéro de la Vérité, a été adoptée par 12 pour, 8 contre, 1 abstention.

3° La résolution Soudran ci-dessous a été repoussée par 8 pour et 13 contre.

Au cours de la campagne électorale, le P.C.I. mettra en avant la nécessité de la « rupture de la coalition » qui caractérise toute une critique du tripartisme auquel il oppose le gouvernement P.S.-P.C. appuyé par la C.G.T.

Les objectifs politiques à fixer aux travailleurs sont:

1° La défense des libertés démocratiques et leur extension, d'où la lutte contre les entreprises du P.R.L., partis ou organisations similaires.

2° le soutien des luttes coloniales et spécialement des travailleurs indochinois.

3° la solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte contre Franco; celle-ci doit être organisée de façon active, comme la précédente, au cours de la campagne électorale même.

4° la solidarité avec le prolétariat allemand.

5° la défense de l'U.R.S.S.

La création d'un gouvernement P.S.-P.C. appuyé par la C. G. T. créerait un climat qui, d'une part, faciliterait aux masses la compréhension des différents problèmes politiques sur la base de leur action propre; d'autre part, hâterait leur évolution vers le P.C.I. comme le seul parti capable de résoudre en définitive les problèmes posés.

Ceci supposerait:

1° une critique de toutes les actions anti-ouvrières commises par ce gouvernement;

2° un soutien par un mouvement de presse instaurant le contrôle ouvrier sur toute mesure réellement progressive;

3° une tactique de front unique accomplie avec persévérance.

Cette tactique de Front Unique doit donc être amorcée largement au cours de la campagne électorale.

Il importe que cette campagne soit pour nous le début d'un effort incessant pour organiser le front unique des organisations ouvrières contre l'offensive économique et politique de la bourgeoisie, car il ne correspondrait en rien à la conscience politique des masses.

Dans le cas où le P.S. et le P.C. ne posséderaient pas à eux deux la majorité parlementaire, c'est dans une politique d'opposition à l'offensive politique et économique bourgeoise que nous devons rechercher systématiquement le front unique. Dans un tel cas, donner le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan autrement que comme un mot d'ordre de propagande serait entièrement faux.

Les trois résolutions suivantes ont été adoptées.

**

RESOLUTION SEVERIN

Le C.C. constate que depuis le dernier Congrès du Parti, aucun compte rendu des travaux du B.P. n'a été communiqué à la base. Deux seulement ont été adressés aux membres titulaires du C.C.

Dans de telles conditions, il est évident que la Direction tend à vivre en dehors du contrôle de la base, et que même le Comité Central ne peut suivre sérieusement les débats du B.P. auquel il délègue ses pouvoirs.

En conséquence, au cas où des difficultés techniques s'opposeraient à la diffusion générale de tels comptes rendus, il importe de les communiquer au moins aux membres du C.C. et secrétaires politiques régionaux, avec une stricte régularité.

Les comptes rendus pourront être aussi condensés qu'il sera nécessaire, mais devront comporter au moins:

a) le texte de toutes les motions, résolutions, décisions adoptées ou repoussées par le B.P.;

b) le résultat des votes émis importants et le relevé nominatif des votes (pour, contre, abstentions).

— Unanimité.

RESOLUTION SEVERIN

Le C.C. charge le Secrétariat du Parti de rédiger un projet de statuts, qui sera soumis à la prochaine session ordinaire du C.C. avant d'être présenté au III^e Congrès.

Ce projet de statuts comportera notamment les modalités pratiques d'élection, de nomination et de représentation aux différents organismes responsables du Parti.

— 20 pour, 1 abstention.

RESOLUTION GERARD

Le C.C. fixe la date du III^e Congrès du P.C.I. au 15 août (fête légale), de manière que le plus grand nombre possible de délégués ouvriers de province puissent y assister. Cette décision a un caractère impératif pour les organismes exécutifs du Parti et ne pourrait être modifiée que par une nouvelle décision du C.C.

— Unanimité.

Rapport sur « La Vérité »

Billoux développe oralement le rapport suivant:

Sous l'influence d'une longue période de lutte illégale, à cause de la jeunesse et du manque d'expérience de ses cadres, la Direction comme le Parti dans son ensemble ont eu une conception étriquée de ce que devrait être l'organe central du Parti.

Nous avons raté, en août 44, une première occasion de briser la coquille dans laquelle avait été enfermé le Parti par les conditions de l'illégalité comme par le sectarisme et le manque d'audace de la direction.

Nous avons gâché une autre possibilité (utilisation du Front Ouvrier sur le plan central) et nous avons manifesté beaucoup de réticences à nous lancer sur la voie d'un journal légal en utilisant un autre journal que *La Vérité*. Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire le procès de ces erreurs; le fait que nous ayons obtenu *La Vérité* permet de croire que le tournant décisif vers un véritable journal légal pourra se faire sans heurts, sans difficultés et sans qu'il soit besoin de briser des réticences parfois uniquement sentimentales.

Le journal légal: l'arme principale du Parti

Le Congrès du Parti a senti parfaitement la nécessité pour l'organisation de présenter à l'extérieur un grand journal capable de défendre sur tous les terrains notre politique et d'élargir notre rayonnement à des couches toujours plus larges de la population ouvrière de ce pays, de régler la vie et les progrès du Parti lui-même.

De ce point de vue, le Congrès a apporté une orientation positive sur deux plans:

a) l'importance du journal comme moyen d'expression à l'extérieur et comme ciment à l'intérieur;

b) de quelle façon doit être conçu et écrit cet organe.

Nous nous sommes efforcés, au lendemain du Congrès, de traduire dans la vie les décisions prises. Nous avons réussi à opérer un redressement sur le plan rédactionnel en nous conformant aux indications suivantes du Congrès (n^{os} 112, 113, 114):

1^o Pas d'anti-stalinisme à outrance, à toutes les lignes, sans aucune démonstration.

2^o Pas d'articles longs et touffus. Nous avons réussi à mettre sur deux pages, petit format, de 14 à 16 articles, alors que la moyenne dans le passé était de 4 à 6.

3^o Continuité dans les campagnes (légalisation) et dans le domaine propagandiste (Nationalisations, Indochine, Ravitaillement).

4^o Articles légers, meilleure présentation journalistique, sans toutefois tomber dans l'agitation verbale vide et criarde.

Cependant ces numéros ont encore des insuffisances importantes dont les deux principales sont qu'ils ne reflètent pas

réellement la vie du Parti, qu'ils ne sont pas liés à la classe ouvrière et que les préoccupations essentielles qui sont les siennes actuellement (salaires, conventions collectives, ravitaillement) n'y apparaissent pas ou y tiennent une place trop modeste.

La raison dominante de ces insuffisances réside dans le fait qu'il n'y avait pas de doute, dès la parution du premier numéro lancé au lendemain du Congrès, qu'il était impossible de réaliser le grand journal ouvrier voulu par le Congrès:

en utilisant une équipe de rédaction étriquée et variable;

en faisant le journal au pied levé sans un local propre à la rédaction;

en rédigeant le journal sans qu'une liaison vivante avec le Parti ait été réalisée;

en étouffant dans le cadre de deux pages de petit format que nous imposait l'illégalité du journal;

en utilisant des moyens techniques dérisoires et clandestins.

C'est pour remédier à toute cette série de handicaps que nous avons dit dès le début qu'il fallait s'orienter vers un autre journal si l'on voulait ne pas piétiner sur place sans pouvoir réaliser un progrès réel, et d'autre part accélérer la légalisation de *La Vérité*.

Aujourd'hui, malgré le temps perdu, le redressement reste encore possible si l'on s'attache vraiment à faire de *La Vérité* l'organe voulu par le Congrès.

Quels sont les éléments nécessaires pour atteindre ce but?

Il faut tout d'abord comprendre que pour faire du journal l'arme principale du Parti, il faut le considérer comme une tâche prioritaire dans le Parti; il faut mobiliser autour de lui l'ensemble des forces vivantes du Parti, ceci veut dire concrètement:

1^o mettre à sa disposition, sans délais, jusqu'à concurrence de 400.000 francs, tous les moyens financiers dont dispose le Parti à l'heure actuelle;

2^o mettre, par priorité, à sa disposition les meilleurs camarades du Parti (en les déchargeant d'autres tâches dans le Parti);

3^o pour permettre l'efficiencé dans le travail, il faut se dire que « Tout pour la Vérité » ne signifie pas pour *La Vérité*, les meetings, les bulletins intérieurs, etc..., mais tout pour l'organe central;

4^o il faut créer une administration autonome du journal de façon que le journal puisse peu à peu vivre de ses propres fonds.

Concentrer tout pour le journal légal n'est sans doute pas le meilleur moyen de vivre pour le Parti. Un Parti a naturellement besoin de ses permanents, des meetings, des bulletins intérieurs, des organes syndicaux, etc... Mais si le Parti n'a pas d'abord réalisé un journal digne de ce nom et capable d'exprimer sa politique, et si le Parti s'éparpille dans une multitude de tâches, sans avoir d'abord réalisé un journal, alors ce Parti ne fera que piétiner sans jamais réaliser un véritable pas en avant.

COMITE DE REDACTION

ET DISTRIBUTION DES TACHES

Responsable politique: *Marcoux*.

Rédacteur en chef: *Juillia*.

Secrétaire de rédaction: *Michèle*.

Première page. — Responsable: *Marcoux*. Edito: *Marcoux*. Leader: variable. Campagne. Secrétariat. Enquêtes: *Ned. Vérités*: *Ned*. Edito polémique: *Ned*. Rubrique ouvrière: *Houdon*.

Deuxième page. — Responsable: *Michèle*. Vie du Parti. Syndicats: *Houdon*, *Boussel*. Feuilleton: *Sorel*. Revue de presse: *Frank*.

Troisième page. — Responsable: *Swan*. Page internationale. Edito: *Swan*. Notes intérieures: *Barois*. Colonies: *Le Van*. Documents de la semaine.

Quatrième page. — Responsable: *Houdon*. Actualité ouvrière. Constituante: *Demazière*. Edito: *Houdon*.

Administrateur: Jeanson. Dactylo: Pauline. Photo: Letel.
Dessin: Val.

Rapport entre secrétariat, bureau politique et « Vérité »

Le bureau politique fournira chaque semaine à la rédaction une note politique de 10 à 20 lignes pour axer le travail de la semaine.

Seul le C.C. pourra changer la composition du Comité de rédaction.

Lecture de la résolution concluant le rapport

1° La Vérité sera rédigée suivant la formule proposée par le nouveau Comité de rédaction.

2° Le Comité de rédaction sera formé ainsi qu'il a été défini dans le rapport (chaque rédacteur n'a qu'une tâche dans le Parti.

3° Tout doit être mis en œuvre par le B.P. pour que la Vérité légale sorte une semaine après sa légalisation. En conséquence, le C.C. décide:

a) le B.P. et son secrétariat sont chargés de contrôler et de suivre de près la mise en chantier rapide du journal;

b) les fonds disponibles pour le journal sont remis sans délai au responsable du journal. Il a pour tâche immédiate de chercher un local avec un téléphone et de réunir l'équipe rédactionnelle.

DISCUSSION SUR LE RAPPORT

DUNAL. — Demande une rubrique paysanne et une rubrique jeune.

BLONDEAU. — Souligne la baisse de la vente de La Vérité qui vient de la forme et du fond du journal.

PRIVAS. — Il n'y a jamais eu de sabotage (freinage conscient, dit Billoux) du journal légal de la part du secrétariat. Il voulait continuer la lutte pour la Vérité légale jusqu'à la date fixée par le Congrès. L'abandonner au profit d'un autre organe eût été un abandon politique, la preuve qu'il faut peu de choses pour faire peur aux Trotskystes. C'était juste.

Maintenant il s'agit de faire un bon journal. La maquette me paraît bonne. La grande question, c'est d'en faire vraiment un journal ouvrier répondant aux préoccupations ouvrières, apportant des solutions et les expliquant concrètement.

Le journal doit être dirigé par sa rédaction sur la ligne fixée par le C.C., le B.P. et le secrétariat du Parti.

D'accord avec autonomie financière. Mais l'administration ne doit-elle pas être, elle aussi, autonome?

GEOFFROY. — Le mérite du projet de Billoux, c'est de rompre avec toute une tradition de la presse en générale.

Il faut accepter le projet en bloc. Il faut envisager de supprimer des rubriques fixes, pour rendre le journal plus vivant. Il ne faut pas attendre les lettres, mais faire des interviews.

SCHWARTZ. — Il faut bien voir l'adresse de la rédaction. Il faut que les envois soient très réguliers.

RENAN. — Rubriques paysannes, jeunes, nécessaires.

FRANCIS. — Il ne faut pas que ce soit la vieille Vérité sous une autre forme. Il ne faut pas que les articles soient défigurés.

Une rubrique est trop étendue: l'Internationale. Il faudrait « le Ciné », ce que vous pouvez voir dans les cinés de quartier.

Il peut y avoir deux sortes de feuilletons. Des extraits de romans (Fontamara, etc...), naturellement en liaison avec l'actualité du Parti, autant que possible.

La vie du Parti: il faut que cela soit vraiment cela; nécessité du téléphone pour y arriver.

Autonomie du journal, d'accord, mais l'orientation politique est déterminée avant tout par le B.P.

DEMAZIERE. — D'accord avec une adjonction: il faut inclure une tribune de discussion.

Le poste de rédacteur parlementaire doit être donné à quelqu'un qui assiste aux débats.

SOUDRAN. — Le placard (téléphone, etc...) pas en première page. Eventuellement, changer de place les éditos, sauf celui de la première page. Importance des petits potins.

GERARD. — La Vérité n'a pas parlé de l'augmentation du prix du charbon. Et le ravitaillement? Quelle est notre position?

Il faut que cette Vérité ne soit pas l'ancienne plus grande (quant au fond), on doit y sentir la rue.

MICHELE. — J'insiste sur l'importance du journal pour le Parti. Celui-ci doit être une étape vers le quotidien. Il faut une tribune du soldat.

Pour un bon journal, il faut un B.P. qui soit un véritable organisme politique.

BOUSSEL. — D'accord avec la composition du Comité de rédaction.

Le secrétariat a eu raison de ne pas accepter de capituler dans la lutte pour La Vérité.

BILLOUX. — Je tiendrai compte des remarques. La tribune libre est à lancer suivant la réussite du journal. Aucune des rubriques ne doit être un carcan.

Vote sur la résolution. — Unanimité.

DISCUSSION SUR LE COMITE DE REDACTION DES DERNIERS NUMEROS DE LA PETITE « VERITE » ET SUR LA COMPOSITION DU B. P.

Après discussion portant sur l'impossibilité de confier la rédaction à Frank qui doit faire le journal tout seul, ou à Billoux qui doit préparer le grand journal, il est décidé que Michèle s'en chargera. L'Agit-prop est confiée à Frank en collaboration avec Demazière.

Le B.P. se trouve constitué ainsi:

Secrétaire général: BLEIBTREU.

Secrétaire d'organisation: PRIVAS.

Secrétaire syndical: BOUSSEL.

Agit-Prop.: FRANK.

Commission de la campagne électorale: DEMAZIERE.

J.C.I.: SOUDRAN.

Regroupement: FRANCIS.

Vérité: BILLOUX.

R.P.: RODIER.

Le camarade Billoux ayant eu une attitude irresponsable, un blâme avec insertion au B.J. lui est voté à l'unanimité.

Renan propose sa suspension du C.C. Repoussé par 2 pour, 1 abstention, 18 contre.

Renan remet une lettre de démission du C.C. que celui-ci décide de ne pas accepter et demande à Renan de la retirer, étant donné qu'il a été élu au C.C. par un Congrès. Renan accepte de retirer sa démission.

AUX ÉDITIONS DU PARTI



TROTSKY

Qu'est-ce que le National-Socialisme ? **6.**
par 20 **100.**

LÉNINE

La catastrophe imminente
et les moyens de la conjurer **20.**
par 10 **180.**

TROTSKY

Le Marxisme et notre époque **30.**
par 10 **250.**
par 100 **2.000.**

Les Trotskystes sous la terreur nazie **30.**

Du travail et du pain pour tous **10.**